

*Prolétaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

N°54

6F

pour le socialisme

QUINZAINE DU 25 NOVEMBRE AU 8 DECEMBRE 1981

**De notre envoyé
spécial en RFA**



**Pacifisme :
pourquoi ?**

Publication
de tous les jours,
sauf le dimanche
et jours fériés.
Organisme central
du Parti
Communiste Français
11, rue de Valenciennes
75019 Paris

pour le socialisme

BI-MENSUEL

QUINZAINE DU 25 NOVEMBRE AU 8 DECEMBRE 1981

N° 54 - 6 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance
écrire à :

POUR LE SOCIALISME
c/o FRONT ROUGE
BP 68
Paris 75 019

Compte bancaire :
BNP 271 - 659 - 66

Abonnez-vous
à *Pour le Socialisme*

Publication
de tous les jours,
sauf le dimanche
et jours fériés.
Organisme central
du Parti
Communiste Français
11, rue de Valenciennes
75019 Paris

pour le socialisme

20 numéros : 100 F
1 an : 200 F

Les tarifs d'abonnement
changeront le 15 novembre.

SOMMAIRE

3-7



DOSSIER : L'EUROPE ENTRE GUERRE ET PAIX :
Notre envoyé spécial en Allemagne détaille les composantes du mouvement pacifiste de grande ampleur que connaît le pays. Il nous parle de la signification qu'a revêtu la mobilisation contre l'extension de l'aéroport de Francfort.

Comment les jeunes, en France, perçoivent-ils les menaces de guerre ? Des éléments de réponse dans notre enquête réalisée dans plusieurs lycées parisiens.



8-10

LE PS ET LE TIERS-MONDE : Le gouvernement socialiste prétend instaurer avec le Tiers-Monde des rapports profondément différents de ceux inspirés par la politique giscardienne. A quelle logique correspond cette nouvelle politique ?



11

LES « NOUVEAUX ENTREPRENEURS » : UNE ALTERNATIVE ? Qu'est-ce que l'économie sociale ? Où en sont aujourd'hui les « nouveaux entrepreneurs » ? Quel est leur projet ? Sont-ils les enfants déshérités de Mai 68, comme certains les ont présentés ? Songent-ils à transformer toute la société, comme d'autres voudraient le faire croire ? Quelle place le PS et le gouvernement veulent-ils leur donner dans la bataille actuelle pour l'emploi, dans la redéfinition en cours des activités économiques ? Ces questions ont été abordées dans un colloque tenu récemment à Nancy.

12



PAR DELA LE BIEN ET LE MAL : André Glucksmann tente de donner un second souffle à une « nouvelle philosophie » qui a perdu bien du terrain. Après l'époque des dénonciations vigoureuses, la nouvelle philosophie tente de se fonder en positif. Les affirmations péremptoires pleuvent, sans trop se parer d'arguments.

14-15



CINEMA « VOTRE ENFANT M'INTERESSE ». REPENSER L'EDUCATION :

Une interview du réalisateur, Jean-Michel Carré, qui retrace la démarche empruntée dans ce film. L'éducation telle qu'on la connaît aujourd'hui a-t-elle été donnée une fois pour toutes ? N'est-elle pas plutôt le résultat d'une histoire occultée, qu'il s'agit aujourd'hui de restituer, d'examiner dans ses aspects, positifs et négatifs, afin de transformer l'école, de sortir l'enfant du statut infantilisant où il se trouve, de le responsabiliser ?

16

ASSISES DES FEMMES : Organisées par les groupes Femmes de quartiers et d'entreprises, ces assises, centrées sur le problème du travail, ont été un franc succès. Par le nombre important de femmes, venues de toute la France, souvent impliquées dans un travail syndical, qui ont manifesté de la sorte que pour elles, il était vital de se rassembler pour réfléchir, pour échanger les expériences et les connaissances, pour envisager aussi des mobilisations concrètes, six mois après l'arrivée du PS au pouvoir.



RFA : la montée du pacifisme

Le 10 octobre, 300 000 manifestants à Bonn, 22 novembre, visite de Brejnev à Bonn. Entre-temps, plusieurs grandes manifestations en Europe, une série incessante de manifestations souvent violentes à Francfort. 22 novembre, manifestation monstre de 400 000 personnes à Amsterdam afin de peser sur la décision que doit prendre le parlement hollandais sur l'installation de Pershing 2 et de Cruise Missiles sur son territoire. Cette manifestation clôturera la série inaugurée à Bonn.

Alors, Allemagne, plaque tournante du pacifisme en Europe ? Bien que très développé, le mouvement pacifiste n'y est pas aussi massif qu'aux Pays-Bas. Mais l'importance politique, économique, stratégique de la République Fédérale, attire particulièrement l'attention sur ce mouvement. Il a ses caractéristiques propres, mais surtout cette question, « guerre ou paix » constitue aujourd'hui pour ce pays, plus que pour nul autre en Europe le point nodal des contradictions politiques. Comment en est-on arrivé là ?

L'arrivée de Reagan

Depuis l'arrivée de Reagan à la présidence des Etats-Unis, une

Le mouvement pacifiste crée en Allemagne une vague de fond incontestable.



Reportage de Daniel BLESEAU

campagne de presse s'est développée, notamment dans deux hebdomadaires les plus lus en Allemagne, le *Stern* et le *Spiegel*, mettant en avant les risques de guerre grandissants en Europe.

Le fait est que dans la période précédente, le gouvernement ouest-allemand avait, d'une part considérablement développé ses relations économiques avec les pays de l'Est et notamment l'URSS, que d'autre part, Helmut Schmidt, comme son grand ami Giscard d'Estaing n'avait condamné l'invasion de l'Afghanistan que du bout des lèvres. Le fait est que la doctrine officielle du SPD était au développement de la détente, élément indispensable au bon développement des relations avec l'Est. Les débats, les différends au sein du SPD se sont développés à propos de l'attitude vis-à-vis du nouveau pouvoir américain. Petit à petit, un nombre de plus en plus important de courants se sont impliqués dans ce débat conduisant à la publication de l'appel de Krefeld, condamnant la décision de Bruxelles d'installation par l'OTAN de fusées Pershing et de missiles de croisière sur le territoire de divers

Etats européens. Cet appel, dont l'origine (qui est d'ailleurs l'objet d'une vive polémique) est à mettre à l'actif du DKP (groupuscule pro-soviétique), et de certains membres du SPD (Erhard Eppler, Oskar Lafontaine...) du général Gerd Bastian, de personnalités religieuses (les pasteurs Niemöller, Gollwitzer, Albertz) et même d'un membre de la direction du FDP (Parti libéral) a aujourd'hui recueilli plus de deux millions de signatures.

Trois courants

Mais cet appel ne représente pas la totalité du mouvement, s'il en regroupe deux composantes. Une bonne partie des 50 000 Berlinois qui affrontèrent souvent violemment la police à l'occasion de la venue de Alexander Haig sont à rattacher à une troisième composante, le mouvement alternatif.

Ainsi, trois courants assez différents se rencontrent dans ce qu'on nomme le « mouvement de la paix » (qui n'a aucune réelle structuration). D'une part le refus de politiciens sociaux-démocrates ou libéraux de voir



remise en cause par le « réveil américain » de Reagan la politique de détente, qui ne voient le maintien de la paix que par des compromis avec la superpuissance soviétique, sans négliger les intérêts économiques d'une telle politique, tout en restant globalement dans le cadre occidental.

Le deuxième courant, religieux, s'appuie avant tout sur une attitude morale, refusant assez largement la réflexion politique. Le troisième courant, alternatif, bien que composite puisqu'il va des écologistes à l'extrême-gauche, rassemble à la fois des aspects pacifistes et anti-impérialistes. La plupart n'a pas signé l'appel de Krefeld qui faisait silence sur les menaces soviétiques. Il adopte des attitudes plus méfiantes vis-à-vis de l'URSS. Un quatrième courant, le DKP, pourrait être signalé, non qu'il ait numériquement une quelconque importance, mais parce qu'il pèse en tant que défenseur en RFA des intérêts soviétiques et qu'il est le témoin de l'attention que porte l'autre partie de l'Allemagne à ce qui se passe ici. Les multiples banderoles qui décorent les gares est-allemandes sur les lignes reliant Berlin-Ouest à la RFA

assurent « le soutien du peuple de la RDA à la lutte pour la paix ». Elles font peut-être sourire les voyageurs, mais elles ne peuvent être mises entre parenthèses malgré les déclarations des pacifistes de Bonn.

« Un nouveau patriotisme de gauche » ?

Parmi les traits spécifiques du mouvement allemand, beaucoup ont relancé l'idée d'une réunification de l'Allemagne. Ceci bien sûr à l'étranger, mais également en Allemagne. Peu après le 10 octobre, le magazine *Stern* titrait « un nouveau patriotisme ». Dans cette relance de l'unité allemande se trouvent plusieurs idées. Jusqu'à maintenant, cette revendication était jugée réactionnaire, car conçue comme une reconquête de la RDA par les occidentaux. Elle avait un relent de guerre froide. Avec l'arrivée au pouvoir du SPD seul en 1969 (après la grande coalition SPD/CDU en 1966), la mise

SUITE PAGE 4

SUITE DE LA PAGE 3

en place de l'Ostpolitik, la RDA fut reconnue comme un autre Etat allemand de pleine souveraineté et non plus comme la « zone » occupée par les Soviétiques. Le rappel incessant du malheur des frères de l'Est cessa, les écoliers n'eurent plus à allumer des bougies pour penser à eux, à leur écrire des lettres pour Noël... La division de l'Allemagne était reconnue sinon comme un fait définitif, du moins comme stable à long terme. Des contacts s'établirent entre les deux Allemagne, des accords furent signés pour les échanges commerciaux, la possibilité des citoyens ouest-allemands de circuler en RDA, etc. La situation spécifique de l'Allemagne devait permettre aux deux Etats d'être un pont entre l'Est et l'Ouest.

La montée de l'antiaméricanisme

L'arrivée de Reagan devait mettre brutalement fin à ce rêve des dirigeants allemands. Le SPD, relativement uni sur cette perspective dans le cadre de la détente s'est profondément divisé sur la poursuite de cette politique dans le cadre d'une relance de la guerre froide. La presse moins soumise aux pressions américaines s'est largement faite le porte-parole de cette déception. C'est ainsi que très vite un anti-américanisme s'est fait jour dans la presse et plus largement dans la population où ce sentiment était déjà latent. Ainsi, la partie occidentale de l'Allemagne devenait pays occupé par les Américains, au même titre que la RDA était occupée par les Soviétiques.

Cet ensemble de facteurs explique en partie la rapide mobilisation du mouvement de la paix en Allemagne. Mais se contenter de cette vision du mouvement de la paix serait conforter le point de vue de quelques politiciens. La dimension patriotique de cette peur générale devant les dangers de guerre est des plus limitées. La majeure partie de la base du mouvement, notamment dans sa composante chrétienne ou alternative ne prend pas en compte cet aspect du problème. La division de l'Allemagne est pour eux un fait établi. La RDA reste une caricature du socialisme, en tout cas un pays étranger où le mode de vie leur paraît plus lointain qu'en France ou en Italie. De la possibilité de voyager facilement en RDA, seules profitent des personnes nées avant-guerre et bien peu de jeunes vont y faire du tourisme, manifestant par là le peu d'intérêt pour ce pays. Plusieurs jeunes Berlinoises m'ont affirmé n'être allés qu'une ou deux fois dans leur vie de l'autre côté du mur. Une certaine indifférence qui masque la volonté d'oublier cette situation honteuse, un refus d'envisager le problème de la réunification. Et le mot d'ordre « plutôt rouge que mort » dont on a fait grand cas n'est avant

tout que le retournement ironique du slogan des chrétiens-démocrates des années 50, « plutôt mort que rouge ».

La marque de la dernière guerre

Mais entre le projet politique de certaines forces institutionnelles qui apparaît en filigrane, la volonté pour d'autres forces de représenter une alternative crédible, le désir pour un certain nombre de mouvements chrétiens de transformer de manière progressiste des Eglises trop liées à l'Etat (prêtres et pasteurs sont assimilés fonctionnaires, le denier du culte est prélevé directement par les impôts pour ceux qui ne se déclarent pas athées, soit 88 % de la population), il y a une masse de gens qui manifestent avant tout leur peur. Les médias ne se privent pas de présenter une vision apocalyptique, et c'est vrai que les seuls chiffres qui s'étalent à longueur de journaux ne peuvent laisser indifférent. D'autant que le peuple allemand a beaucoup souffert de la dernière guerre (deux millions de morts), et n'a dans son passé récent pas d'exemple de Résistance comme en France (les anti-nazis étant considérés avant tout comme des pacifistes refusant les sales guerres de Hitler).

Ce réflexe de peur, cette vision de l'avenir bouché à l'horizon par un gros champignon noir (le mouvement « punk no future » est assez développé chez les jeunes Allemands, la consommation de drogue est en hausse constante) ne facilitent pas l'affirmation politique des points de vue les plus clairvoyants. Ceux-ci sont souvent en fait contraints de rajouter « et les Russes » aux mots d'ordre de désarmement. Quelques voix se font entendre dans le vertige des mobilisations actuelles, exigeant de mettre à jour une étude plus approfondie de la nature des Etats impérialistes, sur l'origine des guerres... mais à contre-courant. D'autant plus qu'une soif d'unité, de convergence parcourt ce mouvement, et la base commune d'accord, c'est « non aux fusées américaines ».

Un mouvement qui traverse tout le pays

Cette convergence entre ce mouvement de masse et ces différentes forces politiques est durable, les forces de cohésion sont plus fortes que les forces de division. Le mouvement a besoin d'une expression politique la plus large possible. Les sociaux-démocrates (du moins la tendance pacifiste d'Eppler et la tendance « centriste » de Bahr et Brandt) ont besoin de redonner à ce parti usé par le pouvoir une nouvelle jeunesse, les alternatifs ont besoin des chrétiens et des sociaux-

démocrates pour sortir de la marginalité. Et si chacun tente d'affirmer son hégémonie, des structures unitaires se mettent en place. Ainsi, à Berlin, les représentants de 60 organisations se réunissent mensuellement. Y sont présents une section du parti libéral, plusieurs sections du SPD, les écologistes et la liste alternative, les associations chrétiennes, les « K-Gruppe » (m-l), le SED (à Berlin, le DKP n'existe pas, mais le parti est-allemand a une section), des syndicats... Et chaque réunion se conclut par l'appel unitaire à un certain nombre d'initiatives.

Le mouvement pacifiste crée ainsi dans le pays une vague de fond. Toutes les formations politiques et syndicales se situent, à tous les niveaux par rapport à ce mouvement. Même la coalition CDU/CSU (chrétiens-démocrates) n'est pas épargnée. Quelques membres de ces partis participent au mouvement, à Hambourg s'est tenue une réunion où ceux-ci « s'adressaient aux jeunes ». Les syndicats sont traversés par le débat. La division dans le parti social-démocrate desserre un peu les liens organiques entre le DGB et le SPD, amenant par là même les syndicalistes à développer les contradictions sur le terrain revendicatif. 70 000 personnes ont manifesté à Stuttgart à l'appel de la DGB contre la politique de chômage du gouvernement. Même si ce chiffre paraît faible par comparaison avec ce que nous connaissons, c'est la plus grande manifestation syndicale depuis plus de quinze ans. D'autres manifestations se sont déroulées dans d'autres villes. L'Allemagne qui avait été moins touchée par la crise commence à en ressentir les conséquences : 5,5 % de la population active au chômage. Le peuple d'Allemagne se réveille. Beaucoup d'Allemands comparent d'ailleurs ce réveil à celui du peuple polonais. Et s'ils placent bien souvent les deux superpuissances dans le même sac, c'est pour conclure qu'ils ont à lutter contre les Américains pendant qu'à l'Est, la lutte se développe et est à développer contre les Soviétiques. Mais il s'ensuit une vision de la guerre qui aurait son origine non dans la volonté hégémonique des deux superpuissances mais tout simplement dans la peur que les Américains ont des Russes et vice-versa. Et cela conforte le raisonnement selon lequel l'arrêt de la course aux armements par l'une des deux superpuissances, en l'occurrence les Etats-Unis puisque c'est sur eux que l'on peut peser, permettrait d'éloigner les risques de guerre, l'adversaire (soviétique) se sentant moins menacé. La « spirale de la peur » serait alors stoppée.

D'ailleurs, entend-on souvent dire, pourquoi l'URSS viendrait-elle s'empêtrer en Europe ? N'attelle pas déjà trop à faire avec la Pologne et l'Afghanistan ?... Ce raisonnement semble faire pour l'instant la part belle à l'Union soviétique, qui s'en rend bien

compte, et approuve des deux mains.

Faire entendre sa voix

D'une manière générale, il règne une certaine effervescence dans ce pays. Dans toutes les grandes villes, meetings, rassemblements, manifestations, initiatives diverses se multiplient.

Les perspectives d'obtention d'un certain nombre de succès par le mouvement ne font que renforcer cet activisme. La lutte contre l'extension de l'aéroport de Francfort se transforme en une sorte de grand Larzac allemand. L'importance des secteurs de la population ou des institutions qui se sont prononcés contre son extension, la mobilisation croissante permet à beaucoup d'espérer une victoire dans cette lutte de résistance aux

projets américains. Un succès entraînerait la multiplication de ce type d'actions concrètes contre divers sites utilisés par l'OTAN. D'autre part, un autre objectif, c'est, lors de la tenue du congrès du SPD en avril 1982, de placer Schmidt dans une situation délicate. Enfin, le développement de la mobilisation dans le reste de l'Europe, avec la possibilité qu'un parlement ouest-européen, par exemple aux Pays-Bas, se prononce contre l'installation des fusées US sur son territoire, constitue une raison supplémentaire d'escompter un développement de la mobilisation pacifiste.

Le peuple d'Allemagne se réveille. Il voit poindre la fin de son rêve d'opulence économique, il ressent plus que tout autre le développement des dangers de guerre, il montre la volonté des peuples d'Europe de l'Ouest de faire entendre leur voix.

De l'écologisme au pacifisme

SAMEDI 7 novembre, la route qui mène au village de Waledorf dans la banlieue de Francfort est embouteillée. Le traditionnel macaron « Atomkraft ? Nein danke » (nucléaire ? non merci) est présent sur presque toutes les voitures (la version allemande de ce macaron universellement répandu comporte fréquemment un soleil dressant le poing). Sur l'autre côté de la route, la circulation est fluide, on croise des automobiles américaines, ou des Volkswagen immatriculées aux Etats-Unis. En effet, nous longeons la base aérienne US où plus de 7 000 soldats américains sont affectés, soit une partie des 40 000 GI's présents dans Francfort et ses alentours.

Arrivés à Waledorf, c'est un cortège sans fin, ni début, qui s'engage dans la forêt. Chaque « Bürgerinitiative » (comité de citoyens) reste groupé, on inscrit au scotch les initiales de son comité afin de se reconnaître dans la foule. La forêt est superbe. Les hêtres ont pris leurs couleurs d'automne, les sapins parsèment la forêt de tâches vertes, ce sont de hautes futaies, la forêt bien entretenue n'est pas obstruée de fourrés, sept kilomètres de marche avant d'arriver au but, la colonne s'avancant d'un pas rapide, on ne discute pas toujours en marchant, dans les allées. Les arbres sont de temps à autre décorés de panneaux de carton. « Pas de Startbahn West » (piste d'envol Ouest).

« Encore 1500 mètres avant le terrain des flics ». Le grondement des avions vient régulièrement troubler le murmure de la forêt et de cette armée de jeunes hommes et femmes, les cheveux longs, couverts d'un parka ou d'un ciré jaune, quelques-uns au look punk mais plus généralement conformes à ces jeunes qui parcourent l'Europe en auto-stop. Quelques-uns sont plus âgés, mais ne sont venus aujourd'hui que ceux qui ne craignent pas trop les éventuels affrontements avec la police. Cette police qui, pour compliquer la mobilisation, a barré depuis plusieurs mois tous les accès routiers qui mènent plus facilement à ce champ de bataille en pleine forêt. Bien que de nombreux militants de Francfort fassent ces quatorze kilomètres de trajet plusieurs fois par mois (et même par semaine), cela a, semble-t-il, eu peu d'effets sur la mobilisation d'aujourd'hui. « Pas de Startbahn West ».

Les amoureux de la nature sont-ils si déterminés à résister à l'extension de l'aéroport de Francfort qui saccage une partie de cette forêt, lieu habituel de promenade pour les habitants de la ville ? Depuis maintenant un an et demi que la lutte a commencé, la mobilisation est allée croissant. Tout d'abord prise en main par quelques comités écologistes, cette lutte a petit à petit débordé le simple cadre de la protection de l'envi-

SUITE PAGE 5



SUITE DE LA PAGE 4

ronnement. C'est que l'obstination des autorités locales à vouloir matérialiser ce projet d'extension a fait se poser des questions. Des économistes progressistes ont pris en main l'étude des arguments commerciaux de la société de l'aéroport. Et l'augmentation prévue du trafic est parfaitement supportable par l'infrastructure actuelle. Peu à peu s'est imposée l'idée que cette extension avait des objectifs inavoués. Francfort, point stratégique situé au confluent du Rhin et d'un de ses principaux affluents le Main doit pouvoir accueillir très rapidement de nombreux renforts de soldats



américains en cas de conflit. Le quartier général des forces américaines en Europe qui y est situé a donc de fait exigé la construction de cette « Startbahn West ». C'est alors que la lutte a pris une autre signification. Les préoccupations écologiques sont passées au second plan. Et c'est dans le cadre de la lutte pour la paix, de la protestation contre les plans américains qu'affluèrent les bonnes volontés, que le conflit local a acquis un enjeu national.

La rumeur va croissant, nous approchons du but. En effet, devant nous, des arbres abattus sur plus d'un kilomètre de long, trois cent mètres de large, des engins à l'action, le tout entouré de fils de fer barbelé, un policier casqué avec bouclier et fusil lance-grenade. Tous les trois cents mètres, un camion équipé de lances à eau menaçantes tous les cent mètres. Par endroits, des détachements policiers plus nombreux, des camions escaliers de débarquement de l'aéroport servant de tour d'observation. Et tout autour, une forêt grouillante de monde d'où surgissent slogans et chansons, où l'ambiance passe de la curiosité à la colère ou au rire bon enfant. Pas un arbre qui n'ait un ou plusieurs occupants qui scrutent ce morceau de forêt où, depuis plusieurs mois un village forestier avait été édifié par les adversaires de la « Startbahn West », afin de maintenir en permanence la mobilisation, d'être présents pour résister à l'avancée des travaux. Ce village avait été, dans la nuit du mardi au mercredi précédent, investi par la police. Dès le lendemain une

manifestation de plusieurs milliers de personnes avait parcouru la ville de Francfort et, après que des manifestants s'en furent pris à une librairie néo-nazie, la police avait sauvagement attaqué (notamment une brigade courageusement nommée, y compris par les autres forces de police, « Escadron de la mort »). Plusieurs dizaines de manifestants avaient été hospitalisés, la police poursuivant ceux qui se réfugiaient dans les immeubles jusque dans les caves. Le surlendemain, nouvelle manifestation, avec occupation du siège de la radio-télé régionale pour exiger la diffusion d'un débat contradictoire. Puis appel à la hâte à une grande manifestation ce samedi. 35 000 personnes répondirent à l'appel, beaucoup plus que ne l'escomptaient les organisateurs. Les multiples « Bürgerinitiativen » qui dans chaque quartier, chaque commune de banlieue, chaque village se sont mises en place depuis plusieurs mois pour la résistance à la « Startbahn West » ont bien fait leur travail.

Après la violence des jours précédents, le sentiment général est que les choses vont se passer dans le calme aujourd'hui. La télévision, une horde de journalistes sont présents. Ni d'un côté ni de l'autre on ne tient pas à l'affrontement. La police veut faire oublier sa sauvagerie des jours précédents, les manifestants veulent lutter contre une violente campagne de presse qui les présente comme des « éléments incontrôlés » (l'expression existe aussi en allemand !). Une clameur soudaine se fait entendre, 50 manifestants torse nu (et même seulement en slip pour



certain) par une température légèrement en-dessous de 0°, mains en l'air, posent un tapis sur les barbelés, et passent de l'autre côté devant les flics, médusés ou rigolards. Ils vont rester là debout, mains en l'air pendant plusieurs heures, cernés par les policiers. La foule, de l'autre côté, va rester aussi debout plusieurs heures. Les voitures de police équipées de haut-parleurs appellent régulièrement au calme, rappellent les arguments du gouvernement du Land (en République fédérale, chacun des Länder a son gouverne-

ment), les manifestants ayant eux aussi leur sonorisation, un étrange dialogue va se dérouler, les uns couvrant souvent la voix des autres. Pendant ce temps, une délégation négocie un arrêt des travaux avec le ministre de l'Intérieur de Hesse. Finalement, le ministre s'engage à faire part du point de vue des manifestants auprès des autorités de l'aéroport. Ce qui ne satisfait pas grand monde. Quelques-uns regrettent que la force des 35 000 manifestants n'ait pas été utilisée pour forcer le blocus

SUITE PAGE 6

SUITE DE LA PAGE 5

policiers. Les organisateurs estiment positif que pour une fois, le ministre ait dû accepter de négocier avec les opposants. Ceux-ci ne perdent pas courage; avec opiniâtreté, ils ont commencé à bâtir leur troisième Hüttendorf (village de huttes), en rondins de bois, branches et feuillage... Chaque comité bâtit la sienne. Ce qui fait une bonne trentaine de huttes...

Les perspectives sont d'obtenir la tenue d'un référendum au niveau du Land. Bien que ceci n'ait jamais été fait, la constitution du Land le permet. Déjà plus de 200 000 signatures ont été recueillies, pour les 120 000 nécessaires. Mais il faut l'accord du parlement local. Une bataille juridique risque de se dérouler entrecoupée de nombreuses manifestations, d'initiatives où l'imagination ne fait-elle pas défaut.

Samedi soir, au retour de la manifestation, nous regardons le journal télévisé où en dehors des sports et de la météo les sujets sont les suivants :

- la manifestation de Francfort
- le congrès du SPD de Sarre se prononce contre les Pershing et la bombe à neutrons.

- au congrès du SPD de Bavière, Willy Brandt demande un moratoire sur l'installation des fusées.

- à Bielefeld, cinq soldats ont brûlé publiquement dans leur caserne leur livret militaire.

- le défilé militaire sur la Place Rouge.

- 70 000 manifestants à Stuttgart à l'appel du syndicat DGB contre le chômage.

Dimanche, promenade dans Francfort. La tranquillité de cette ville (où tout semble mort le dimanche) est troublée par les sirènes des convois de 10 à 15 véhicules de police. Devant la cathédrale, sur une très belle place typique, une auto-pompe stationne... Des banderoles pendent aux fenêtres de quelques maisons. Plusieurs affiches de groupes ou partis différents appellent à des initiatives pour la paix, parlent de la Troisième guerre mondiale... des inscriptions partout : « Keine Startbahn West ».

Une semaine plus tard, nouvelle manifestation à Darmstadt (30 kilomètres de Francfort). Affrontements avec la police. 200 blessés. La résistance continue...



Brejnev à Bonn : un portrait bien débonnaire

« *Ci tout le monde à gauche est prosoviétique* ». C'est, de manière un peu outrancière, ce que m'a dit à Cologne un militant de gauche, sympathisant de la cause afghane, la veille de l'arrivée de Leonid Brejnev à Bonn. Et c'est vrai que l'Allemagne semble être fière d'accueillir la première visite du dirigeant soviétique en Occident depuis l'invasion de l'Afghanistan.

Les journaux rappellent tous à la une que le monde a les yeux tournés vers Bonn en ce jour historique. Le *Stern* trace un portrait débonnaire du premier secrétaire du PCUS sous le titre « *camarade monument* » et le montre en couverture laissant s'échapper une colombe de la paix d'une bombe soviétique. Faut-il rappeler que les journalistes du *Spiegel*, reçus à Moscou comme des chefs d'Etat, ont présenté avec complaisance une interview de Brejnev où celui-ci, sur plusieurs pages, développait les thèses éculées du Kremlin. La police allemande a intimé à de nombreux réfugiés afghans l'ordre de ne pas quitter leur ville de résidence durant les trois jours de la visite officielle, de se présenter tous les jours au commissariat « *pour ne pas troubler la visite du premier secrétaire du Parti Communiste d'URSS* ».

Dimanche 22 novembre, la

petite ville de Bonn était le siège de trois manifestations. La première, pour mémoire, organisée par le DKP prosoviétique, qui avait couvert la ville d'affiches représentant Brejnev et Schmidt conversant avec en texte « *Nous voulons développer la paix* ». Une seconde, appelée par la coalition de droite CDU/CSU rassembla 30 000 personnes environ.

Une troisième, enfin, appelée par les Verts, les alternatifs, les marxistes-léninistes et deux sections des Jusos (jeunes socialistes du SPD). Les organisateurs dans un appel commun « *saluent les discussions sur tous les plans entre l'Est et l'Ouest, et pensent que les propositions de négociations de l'URSS doivent faire l'objet d'un examen sérieux* ». Après avoir rappelé les 300 000 manifestants du 10 octobre, ils affirment « *qu'il n'y a pas de surarmement soviétique qui puisse être corrigé par un réarmement de l'OTAN* ». Après avoir condamné les Pershing 2 et les Cruise, ils adressent à Brejnev la demande de retrait des fusées soviétiques à moyenne portée : « *Commencer le désarmement atomique unilatéralement, c'est valable pour l'Est comme pour l'Ouest, car autrement chacune des deux parties s'en tirerait avec de belles paroles en montrant l'autre du doigt* ».

Puis l'appel énonce largement les objectifs du mouvement de la



paix, condamne les menaces sur la Pologne et l'intervention en Afghanistan, rappelle les initiatives de paix en Europe de l'Est : « *La revendication d'une partie de l'église évangélique de RDA*

d'un service social de paix ; la revendication du syndicat polonais Solidarité pour la réduction des dépenses militaires à un minimum ; la lettre ouverte à l'initiative de Robert Havemann à

Leonid Brejnev ». L'appel se termine ainsi : « *Nous devons apprendre à ne plus être Est ou Ouest face à face, mais à être loyaux les uns envers les autres !* ».

Les thèmes « *Ni SS 20, ni Pershing 2* », « *Dissolution de l'OTAN et du Pacte de Varsovie* » dominaient cette manifestation. 8 000 personnes étaient présentes dont une forte proportion (un tiers environ) d'Afghans, Iraniens et Turcs qui donnaient à la manifestation un caractère nettement anti-impérialiste. Un meeting eut lieu où prirent la parole Zdenek Mlynar, ancien secrétaire du PC Tchécoslovaque, qui rappela dans quelles conditions il fit connaissance avec Brejnev en août 1968, Michael Voslensky, auteur de *La Nomenklatura* qui dénonça la nature agressive de la classe dirigeante soviétique et appela à un large soutien de la cause afghane, Rudolf Bahro qui appela à un large mouvement de la paix à l'Est comme à l'Ouest, Willi Hoss responsable du syndicat DGB de Daimler-Benz appela le mouvement de la paix à n'être pas unilatéralement anti-américain, et d'autres orateurs, dont un Afghane.

Il reste que la faiblesse de la mobilisation anti-Brejnev, son caractère plus pacifiste qu'anti-impérialiste, montre bien les faiblesses que le mouvement de la paix allemand a à surmonter.

Jeunes : une profonde inquiétude

AUCUN doute là-dessus. Si ce n'est pas leur préoccupation majeure, c'est sans problème une de leurs principales inquiétudes. Les risques de guerre sensibilisent fortement les jeunes. Chacun avait déjà pu observer la forte proportion de jeunes à la manifestation récente convoquée par le Mouvement de la Paix, avec l'appui bruyant du PCF. Il suffit de pénétrer dans n'importe quel lycée parisien ou de banlieue, et de commencer à discuter avec le premier groupe venu qui attend sa prochaine heure de cours : depuis les manifestations d'Allemagne et d'Europe, depuis la manifestation du Mouvement de la Paix, leurs inquiétudes se sont nettement aggravées.

En général ceux qui se sont rendus à la manifestation ont été sollicités par des militants de la JC. Au lycée Marcellin Berthelot de Pantin, un petit groupe de militants et de sympathisants JC ont impulsé le débat parmi les lycéens en placardant des affiches et en convoquant une assemblée générale assez massive. Cependant, la poignée d'élèves proches du PCF s'est retrouvée seule à la manifestation. Il s'est passé sensiblement la même chose au lycée Voltaire ou au lycée Buffon, pour ne citer qu'eux. A Buffon, une trentaine de lycéens ont participé à la manifestation. Parmi eux, ceux qui étaient plus critiques par rapport à l'URSS se sont posés quelques questions devant l'aspect unilatéral de la manifestation. Il faut toutefois noter que ces militants de la JC se sont visiblement sentis beaucoup plus à l'aise pour s'adresser aux lycéens, dès lors que dans l'appel officiel à la manifestation, les SS 20 soviétiques ont été également cités. C'est rapidement devenu leur justification principale, même s'ils continuaient à prêter beaucoup d'attention à la bombe à neutrons.

Tous dans le même panier ?

Il semble que ces autres lycéens qui se sont rendus à la manifestation étaient souvent assez jeunes, très peu politisés et parmi les plus rapides à mettre tous les pays dans le même panier : USA, URSS, pays d'Europe comme du Tiers-Monde

pourvu qu'ils détiennent un armement nucléaire.

Quant aux autres lycéens, les plus politisés, ils sont restés comme une large part des élèves tout à fait sceptiques devant le revirement ultra-rapide du PCF sur la question des SS 20. Ils ne se seraient déplacés que si USA et URSS avaient été nettement mis en parallèle et si l'éventail des forces participant à l'initiative avait été beaucoup plus large, pour les uns, si le mouvement avait été d'emblée placé hors des partis, pour les autres.

Savoir exactement...

On s'aperçoit rapidement quand on commence à discuter plus profondément avec les lycéens des risques de guerre, que les points de vue construits et cohérents sont très rares et qu'il s'agit plutôt de réactions épidémiques plus ou moins argumentées. Notons au passage que chaque groupe rencontré dans le hall ou devant l'entrée d'un établissement mettait en cause la partialité des partis et les moyens d'informations. « On n'est pas assez informé », « on ne nous met pas au courant de tout ce qui se passe » sont des réflexions particulièrement répandues. Ce type de raisons est souvent invoqué pour refuser de prendre parti de manière tranchée sur les questions que soulève le mouvement pacifiste. Chacun des groupes avec qui nous avons discuté et notamment la classe avec qui nous nous sommes entretenus durant une heure, envisageait d'étudier plus systématiquement ces problèmes, voire même de réunir un dossier plus complet sur ce sujet.

Comment perçoivent-ils l'éventualité d'une guerre ? Il y a grossièrement deux types de réponses énoncées par les jeunes : « C'est un risque réel, s'il y a une course aux armements ce n'est pas pour rien, ça peut très bien nous tomber dessus », ceux-là, qui craignent sérieusement que n'éclate une troisième guerre mondiale, s'en font une image apocalyptique du genre d'un Hiroshima général. Pour les autres : « Ils ne sont pas assez fous pour faire ça », « ils », ce sont « les chefs d'Etat qui sont malgré tout des gens responsables » ; « ça » signifie « appuyer sur le bouton ».



Lors de la manifestation du 25 octobre à Pantin.

...comment et pourquoi ?

En général l'explication correspond à celle que donne Corinne du lycée de Pantin : « Ça viendra des USA et de l'URSS, pour l'instant, ils s'opposent par l'intermédiaire d'autres pays du Tiers-Monde, mais un jour, un des deux fera une connerie, et ils s'affronteront directement. En tout cas, ça partira d'un conflit local dans le Tiers-Monde ». Thomas, lui aussi de Pantin, explique en outre la tension internationale par le chômage, la montée d'un malaise social dans de nombreux pays.

« Ce qu'ils veulent, complète Xavier du lycée Arago, c'est imposer leurs idées au maximum de pays, avoir l'avantage sur l'autre ». Et dans quel but ? Là,

les idées sont loin d'être claires et il est frappant de constater que la classe que nous avons rencontrée s'est empoignée pendant un bon quart d'heure pour savoir si finalement l'enjeu n'était pas d'ordre économique ou au contraire d'ordre politique.

Et la France ?

Le fait que l'Europe représente un enjeu particulier dans la rivalité des superpuissances n'est pas une idée spontanée et souvent le premier réflexe des lycéens est de refuser de croire à une quelconque implication de la France dans un éventuel conflit mondial, l'idée d'une invasion ou d'une occupation de notre territoire ne leur est souvent jamais venue à l'esprit.

Quand on insiste plus particulièrement sur cette idée comme nous l'avons fait avec Pierre et Xavier d'Arago, qui avaient commencé à réfléchir au problème dans le cadre de leur cours d'allemand à l'occasion des manifestations pacifistes de RFA, l'implication de la France, l'éventualité d'une occupation deviennent vite des données crédibles. Pour eux bien qu'ils n'excluent pas « un risque du côté américain, le danger pour la France vient surtout de l'URSS dans la mesure où la France fait plus ou moins partie du bloc américain », qu'il prenne la forme d'une domination politique ou militaire.

Que feraient les lycéens en cas d'implication de la France ? « On se tire », la réponse est unanime. Où ? Comment ? En auront-ils le temps ? Ils ne savent pas, mais ils partiront : c'est présenté comme une certitude.

Seul Xavier citera l'exemple de la Résistance française. Pour les autres, même cela n'est pas crédible, « les armements ne sont plus du tout les mêmes ».

Un certain désarroi

Une fois dépassé le sentiment de totale impuissance vis-à-vis des risques de guerre, les idées partent dans tous les sens.

« Il faut que tous les pays renoncent à l'armement nucléaire, désarmer USA et URSS ne suffit pas, il suffit qu'un fou possède la bombe pour que ça éclate », s'exclame Brigitte de Buffon. Pourtant une majorité se dessine — non sans difficulté — sur le fait qu'il convient de s'en prendre d'abord aux USA et à l'URSS. « Mais qui nous dit qu'un armement secret ne sera pas maintenu ? » vient de déclarer Eric. Tout est par terre, chacun reste perplexe.

Seuls quelques élèves refusent de poser le problème de la paix seulement en termes de désarmement ; pour eux, poser le problème de la paix, c'est aussi poser le problème d'agressions qui se déroulent aujourd'hui, comme en Afghanistan. Tous en viennent à caresser un vieux rêve : « Ce qu'il faut c'est que tous les jeunes dans chaque pays se mobilisent pour la paix ». « Manifester, ça ne sert à rien », dit Philippe, il faut trouver une action concrète, à notre portée, qui ait du poids ». Pour l'instant, ils en sont restés là.

Pascal REAL

Pour le Socialisme - 7

La nouvelle politique extérieure française

Au Sud et à l'Ouest ?

La nouvelle politique extérieure française définit la transformation des relations Nord-Sud comme « la priorité des priorités », dans le même temps où elle réaffirme son attachement « indéfectible » au camp atlantique. Une telle position est-elle tenable dans le monde d'aujourd'hui ?

La scène se passe le 20 octobre dernier, devant le Monument de la Révolution à Mexico. Devant une foule venue là par devoir ou curiosité, le président de la République française prononce des paroles inusitées dans les voyages officiels. Là, sur une terre d'Amérique Latine, il adresse son salut « à celles et à ceux qu'on bâillonne, qu'on persécute ou qu'on torture (...) aux séquestrés, aux disparus et aux assassinés (...) aux prêtres brutalisés, aux syndicalistes emprisonnés, aux chômeurs qui vendent leur sang, aux travailleurs sans droits, aux paysans sans terre, aux résistants sans armes, qui veulent vivre, et vivre libres ». Et à tous il dit « Courage, la liberté vaincra ! ». Le discours est d'une telle virulence que, dit-on, la télévision mexicaine préfère finalement ne pas le diffuser.

Quelques jours plus tôt, une autre scène s'est pourtant déroulée, dans un décor bien différent, autour de la table d'un dîner de gala. Le président de la République française y a porté un toast à « la bonne santé de l'amitié franco-américaine », soulignant même que « entre amis, le dialogue est facile. Les dirigeants américains parlent franc et net, et l'agis de même. Les questions sont posées en toute clarté. On peut avancer ». Souriant, Reagan opine du chef. Le lendemain, la presse américaine ira jusqu'à dire que la France est « l'allié le plus sûr des Etats-Unis ».

Saisies à trois jours d'intervalle, ces deux images contribuent à illustrer ce qu'est aujourd'hui la politique extérieure du gouvernement socialiste. Une politique dont la priorité des priorités, si l'on en croit par exemple le discours prononcé par Chéysson devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, est la transformation des rapports Nord-Sud et l'avènement progressif d'un « nouvel ordre économique ». L'idée n'est pas nouvelle puisque Giscard l'a un peu agitée dans le

première partie de son septennat (la première conférence Nord-Sud eut lieu à Paris), et que le PS y a souvent fait allusion pendant les campagnes électorales. Cette fois-ci pourtant, c'est aux actes que l'on peut juger, depuis six mois, ce qui n'était naguère qu'intentions.

Calendrier chargé

Au-delà d'une mesure symbolique (la nomination de J.P. Cot

comme ministre de la Coopération et du développement, chargé explicitement du dialogue avec le Tiers-Monde), le calendrier des réunions internationales a largement fourni matière à clarification et concrétisation de la nouvelle politique française. Dès le mois d'août, le ministre de l'Energie, Edmond Hervé, se rendait à Nairobi pour la première conférence mondiale des énergies nouvelles et renouvelables, organisée sous l'égide de l'ONU. Des propos du représentant français allaient ressortir deux idées maîtresses de la

nouvelle politique envers le Tiers-Monde : d'une part il faut œuvrer à un développement « auto-centré » des pays du Sud, c'est-à-dire qu'il faut « renforcer la capacité des Etats à faire face par leurs propres moyens à leurs propres difficultés » ; et d'autre part la transformation des rapports Nord-Sud est un des moyens décisifs des pays occidentaux pour sortir de leurs crises. Le 1^{er} septembre s'ouvrait à Paris, toujours sous l'égide de l'ONU, la conférence sur l'aide aux Pays les Moins Avancés (PMA), pieuse appellation pour désigner les trente et un pays du monde où sévit la misère la plus atroce. Outre les deux idées maîtresses susdites, la France y développa plus concrètement ses intentions en matière d'aide aux pays pauvres, en prenant l'engagement de porter son aide financière à 0,15 % du PNB d'ici à... 1985.

Le 23 septembre, nouvelle pierre de l'édifice gouvernemental en la matière, Claude Chéysson évoque devant l'Assemblée Générale de l'ONU son idée d'un « new deal planétaire » et va

même jusqu'à déclarer que « nous appartenons au Sud » au regard des dérèglements économiques mondiaux. Lors de son voyage au Mexique, puis à l'occasion du sommet de Cancun, Mitterrand se fera évidemment le porteur de ces thèses, en l'étayant d'un raisonnement plus nettement politique, directement greffé sur les rapports Est-Ouest : l'évolution des rapports Nord-Sud et la progression sensible des pays pauvres sont les moyens les plus efficaces pour contrer l'expansionnisme soviétique. Enfin, dernière conférence internationale dont la France est directement partie prenante, la conférence franco-africaine des 3 et 4 novembre mérite sans doute une place à part : il a fallu là, pour le gouvernement socialiste, tenter de concilier les principes globaux précédemment définis et les réalités concrètes de l'action impérialiste de la France dans le continent africain.

Par petites touches, une politique d'ensemble s'est ainsi mise en place, qui trouve sa cohérence dans deux idées fondamentales :

A Mexico, Mitterrand apportait son salut à ceux qui « veulent vivre et vivre libres ». La transformation des rapports Nord-Sud est vue comme la priorité des priorités.





Le gouvernement français affirme parallèlement son attachement indéfectible au camp atlantique...

1) la sortie de la crise des pays occidentaux, et par conséquent leur expansion, passe par l'instauration d'un « new deal » planétaire

2) la solution des problèmes Est-Ouest est largement conditionnée par la manière dont évoluent les rapports Nord-Sud. La paix du monde est à ce prix.

Le new deal planétaire

Exposée par Cheysson, l'idée est simple : « La relance de l'économie des pays occidentaux exige le développement des pays du Sud. Il ne s'agit pas de quelques centaines de millions de dollars, mais de dizaines de milliards à injecter là où ils manquent de la manière la plus criante et où leur effet sera quasi instantané dans l'amélioration du pouvoir d'achat et par conséquent dans l'élargissement des marchés ». Lors d'une conférence ministérielle de l'OCDE, en juin, le ministre des Relations extérieures avait dit les choses de manière plus crue encore : « Les économies du Tiers-Monde recèlent un formidable potentiel de croissance qui doit être mobilisé, comme au 19^e siècle a été mobilisé le potentiel des couches les plus faibles dans les pays industrialisés ».

Pour intégrer les pays du Sud dans le marché — capitaliste — international, il faut injecter des capitaux par trois moyens : le recyclage des capitaux, l'accroissement des investissements des entreprises des pays industrialisés dans le Tiers-Monde, et l'augmentation de l'effort d'aide publique. Et là commencent

les difficultés. Le recyclage des capitaux passe par une réforme radicale du système monétaire mondial, fait par et pour les pays capitalistes occidentaux, et largement dominé par les Etats-Unis. Malgré la « bonne volonté » d'un Reagan, qui veut bien, à la rigueur, que la question soit « évoquée » dans le cadre des Nations Unies, il est évident que les USA n'entendent pas accepter une transformation en profondeur d'un système si bénéfique à leurs intérêts de grande puissance. Hormis la persuasion, dont on discerne aisément les limites, on voit mal comment le gouvernement français entend modifier la position américaine.

Deuxième problème, les investissements privés. Ceux-ci existent déjà dans bien des cas. Ils sont le fait des multinationales qui investissent pour autant qu'elles en tirent des bénéfices substantiels qui reviennent dans les pays occidentaux, et pour autant que les régimes politiques des pays du Tiers-Monde concernés leur fournissent des garanties de rentabilité et de durée.

S'agit-il de prolonger et d'accroître ces rapports ? Le gouvernement français le nie, bien sûr. Mais comment dès lors concilier les intérêts patronaux et les intérêts des Etats, sauf à condamner ceux-ci à une intégration forcée dans le système capitaliste international ?

L'aide publique, enfin, rencontre elle aussi ses limites. Pour dérisoires qu'ils soient, les 0,15 % du PNB promis par la France en 1985 se situent au dessus de la moyenne envisagée par les autres pays occidentaux, quand ceux-ci veulent bien s'engager sur des chiffres concrets,

ce que se refusent à faire les USA, par exemple. La question est en outre posée sur la destination de telles aides : faut-il, comme le font les USA et dans une certaine mesure la France en Afrique, les distribuer sélectivement, en fonction des intérêts politiques et économiques du donneur ? Ou faut-il, comme le réclame le « groupe des 77 », envisager une répartition des aides dont le contrôle échappe aux pays occidentaux ? La France n'a pas encore répondu à cette question, tandis que les Etats-Unis, eux, refusent catégoriquement la seconde solution.

Dans la conjoncture actuelle, la mise en œuvre d'un « keynésianisme à l'échelle mondiale » apparaît donc comme difficilement réalisable. Elle suppose en effet la transformation complète de la politique américaine, la modification de la stratégie des multinationales, la redéfinition globale du système monétaire international et du marché des matières premières, et l'approbation commune des pays du Tiers-Monde.

A défaut d'être envisageable dans le moyen terme, cette politique constitue en tout cas le « grand dessein » de l'ère Mitterrand, un grand dessein dont l'absence était l'erreur principale du précédent septennat, si l'on en croit les propos du président.

Mais Mitterrand n'est pas Don Quichotte, et les lances qu'il rompt aujourd'hui ne sont peut-être pas perdues. C'est du moins le calcul qui est fait : d'abord, elles peuvent conférer à la France une certaine sympathie dans nombre de pays du Tiers-Monde évidemment attentifs à toutes les

L'exemple énergétique

Les 4 000 délégués réunis en août à Nairobi pour la première conférence des énergies nouvelles et renouvelables se sont mis d'accord sur un point : ni le pétrole, ni le charbon, ni le nucléaire ne peuvent constituer la base du développement énergétique des pays du Tiers-Monde. Ces énergies sont trop chères, trop rares, et nécessitent des infrastructures trop importantes. Par contre, comme l'atteste un rapport de l'ONU, l'énergie hydraulique peut être la solution ; si actuellement en Europe, 60 % des ressources hydrauliques sont exploitées, elles ne le sont qu'à raison de 9 % en Asie, 8 % en Amérique latine et 5 % en Afrique. Si quelques barrages immenses sont actuellement en chantier, leurs coûts immenses eux-aussi (plusieurs milliards de dollars chacun) les placent au-dessus des moyens des pays concernés. Par contre, la possibilité existe de multiplier sur les cours d'eau et les petites chutes des mini barrages qui ont le triple avantage d'être peu coûteux, de recourir à une technologie relativement simple, et sont susceptible d'aider au développement d'une région réduite, avec une rentabilité rapide.

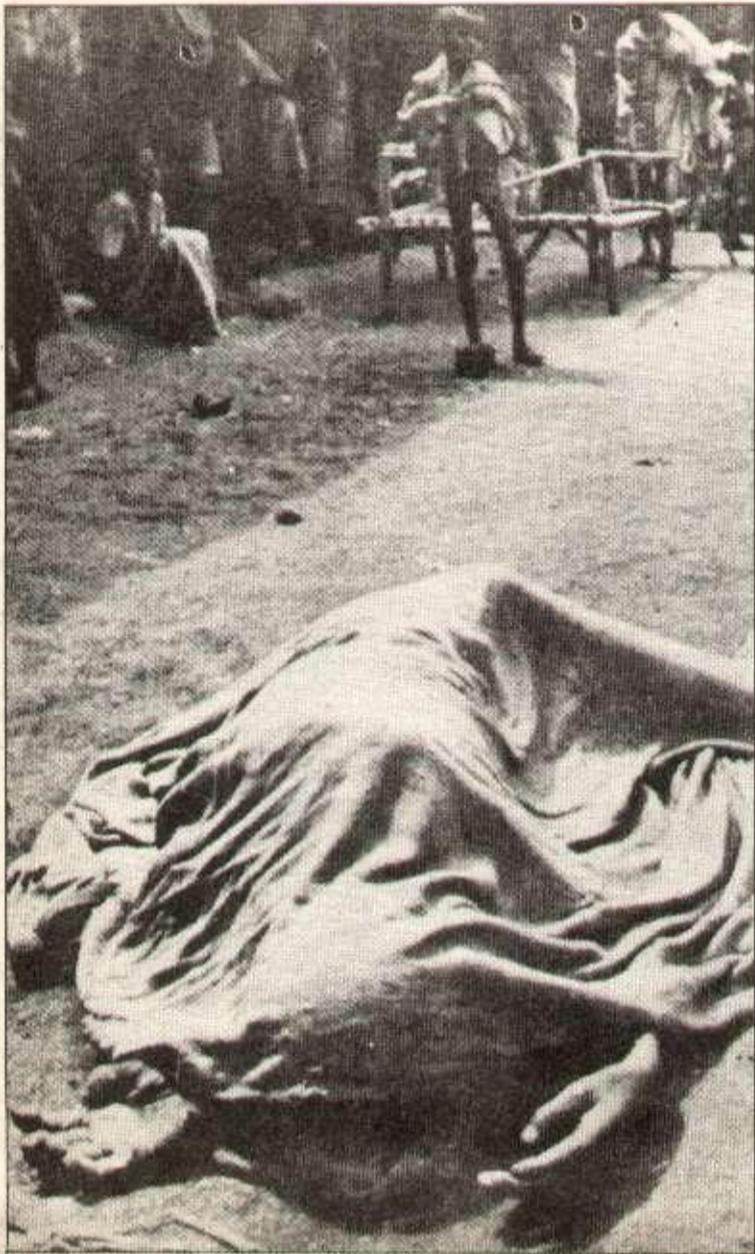
Or la France est en pointe dans ce domaine. En 1978, la firme Leroy-Somer a mis sur le marché des mini-centrales de 5 à 150 kilowatts qui n'ont guère d'équivalent au monde. Très concrètement, il y a donc là une possibilité de jonction entre les intérêts économiques immédiats de la France et les aspirations du Tiers-Monde à un développement énergétique satisfaisant. Le ministre Hervé n'a pas manqué de le souligner. Il y a cependant un mais. Dans l'état actuel des choses, ces mini-centrales pourraient être d'un prix très compétitif si leur production en grande série était soutenue par le marché français lui-même.

Malgré les promesses de Giscard à l'époque, ce fut très loin d'être le cas, puisque sur les mille promesses d'équipements chaque année, moins de la moitié furent mises en œuvre. Nucléaire oblige.

Le nouveau gouvernement est donc en face d'un choix : il peut effectivement fournir au pays du Tiers-Monde les moyens d'un développement énergétique efficace et indépendant, tout en aidant l'économie française à sortir de la crise. Mais il lui faut pour cela, concrètement, soutenir le marché des mini-centrales et donc équiper à un rythme rapide quelques-uns des 290 000 sites aménageables dans notre pays. Mais n'est-ce pas contradictoire avec la priorité au nucléaire qui vient d'être réaffirmée ?

propositions constructives en matière de développement. Elles peuvent ensuite donner lieu à des expérimentations partielles

bénéficiaires à l'économie française, comme le prouve l'exemple énergétique.



Les « pays les moins avancés » : pieuse appellation pour désigner les 31 pays les plus pauvres du monde.

Nord-Sud, Est-Ouest

Les deux volets de la politique extérieure française, priorité au dialogue avec le Sud et affirmation de la solidarité atlantique, peuvent-ils ne pas être contradictoires ? C'est le pari de Mitterrand et de son gouvernement, qui s'appuient pour cela sur un raisonnement simple : combattre les inégalités, œuvrer à l'indépendance politique et économique du Tiers-Monde, c'est priver l'expansionnisme soviétique du terrain sur lequel il peut prospérer. D'où aussi le développement de liens privilégiés avec des pays « clés », comme l'Algérie et l'Inde, sur lesquels les Soviétiques entendent eux aussi s'appuyer.

L'idée française n'est à vrai dire pas nouvelle, puisqu'elle s'inspire, dans ce domaine, en droite ligne de la politique définie depuis quelques années par l'Internationale Socialiste : offrir aux pays du Tiers-Monde une alternative « démocratique » qui écarte tout à la fois les systèmes dictatoriaux soutenus par l'impérialisme américain et les expériences « socialistes » considérées comme conduisant fatalement à l'alignement sur l'impérialisme soviétique.

Sans doute la pratique effecti-

ve de cette politique par le gouvernement français est-elle trop récente pour qu'on en tire déjà des conclusions.

Quelques questions valent cependant d'être d'ores et déjà posées. On notera ainsi qu'il semble y avoir contradictions entre quelques propos généreux tenus sur l'Amérique Latine, où sont salués les « combattants de la liberté », et la réalité de la politique française en Afrique. Des régimes aussi corrompus que ceux de Mobutu au Zaïre et de Bongo au Gabon, n'ont-ils pas tiré des visites du « conseiller aux Affaires africaines » Guy Penne la conclusion qu'il y avait « continuité de la politique française » dans leur continent ?

On notera aussi que les trois rencontres Mitterrand-Reagan, si elles ont permis au président français de plaider son dossier Nord-Sud en étant écouté, ont aussi, et surtout, prouvé la fidélité française au bloc atlantique. Peut-on se satisfaire d'un côté de propos encourageants et de promesses vagues, et de l'autre, d'une réalité plus contestable ?

On notera enfin que depuis six mois aucun affrontement concret n'a opposé les pays occidentaux

aux pays du Tiers-Monde. On ignore donc comment se situera la France quand il s'agira par exemple de « choisir son camp » à propos de la transformation du système monétaire international. Quelle attitude concrète prendra la France en cas d'intervention militaire US en Amérique Centrale ? La logique actuelle voudrait qu'elle condamne, et agisse dans ce sens. Mais une telle attitude ne risque-t-elle pas de distendre les liens avec les États-Unis qui par ailleurs sont considérés comme primordiaux ? Il y a là, de fait, une contradiction bien réelle.

Pour éviter de s'y trouver confronté, le gouvernement français ne dispose guère que des armes de la persuasion. Il lui faut convaincre Reagan que les intérêts des pays occidentaux ne se trouvent pas dans une opposition avec les pays du Sud, mais au contraire dans une collaboration avec eux. Et qui est à même de mieux convaincre que le meilleur des alliés ? Il faut donc multiplier les preuves d'amitié avec les USA, dans l'espoir d'être entendu d'eux. Sans aucune garantie.

Nicolas DUVALLOIS

Pour le gouvernement français, la relance de l'économie des pays occidentaux exige le développement des pays du Sud (François Mitterrand avec le président tanzanien Julius Nyerere).



Les « nouveaux entrepreneurs » : une alternative ?

Les 13 et 14 novembre se tenait à Nancy un colloque (1) organisé par la revue *Autrement* et la Fondation de France, sur le thème « un autre modèle d'entreprise, un autre modèle de travail », colloque qui fait suite à la publication d'un numéro de cette revue, au titre on ne peut plus provocateur « 10 heures par jour (avec passion) ». 300 personnes environ, parmi lesquelles une kyrielle d'experts, d'observateurs, de sociologues, ont donc exposé leurs expériences, leurs difficultés et leurs propositions, sous l'œil attentif de membres de nombreuses administrations nationales (Travail, Solidarité nationale, Industrie, Plan). Pourquoi cet engouement du gouvernement pour les « nouveaux entrepreneurs » ? Engouement qui n'est d'ailleurs pas récent, puisque dès 1979 la municipalité de Lille accueillait un premier séminaire sur un thème voisin, « créer son emploi ». Qui sont ces nouveaux entrepreneurs ? Pourquoi ce colloque ? Pourquoi cet intérêt du PS pour une réalité encore peu importante ?

De nouveaux entrepreneurs...

Qui sont ces « nouveaux entrepreneurs » au demeurant peu nombreux ? Difficile à dire car ce terme recouvre des réalités très diverses et il n'est pas certain que tous les intéressés eux-mêmes se retrouvent sous ce vocable, ni qu'ils aient tous un projet commun. En effet, d'après le tableau dressé par *Autrement*, ces « nouveaux entrepreneurs », partie prenante de l'économie sociale, ont quatre origines distinctes :

— les entreprises en faillite relancées par leur personnel
— le secteur social, c'est-à-dire la création de structures de travail « réelles » par des agents sociaux permettant la réinsertion des handicapés par le travail

— le secteur de la nouvelle coopérative, lancée par des cadres sur des activités de technologie avancée

— les activités de services ou de recherche (type cabinet médical de groupe, cabinet d'avocats, bureaux d'études, etc.).

Certes, toutes ces activités manifestent, d'une certaine façon, l'existence d'un refus de certaines contraintes du système capitaliste. Refus plus ou moins « radical » puisque pour certains, il ne s'agit que de rompre avec le salariat, alors que pour d'autres, il s'agit de créer l'embryon d'une

ère industrielle », c'est-à-dire qu'ils se mettent à leur compte. Qu'il s'agisse de cadres et d'activités nouvelles ne change pas grand chose à l'affaire. En second lieu, ceci expliquant cela, on retrouve, ici, le mythe des technologies douces, dont la mise en œuvre serait synonyme de convivialité, et... pourquoi pas, d'alternative à la société industrielle moribonde ; discours idéologique théorisé par de nombreux experts du PS (cf. Attali), et qui, s'il n'est pas repris dans le discours officiel du PS ne l'en imprègne pas moins... et rejoint la vision, elle aussi développée par le PS, du rôle important que doivent jouer les PME dans la bataille pour la « restauration » industrielle de la France et pour l'emploi. Enfin, en dernier lieu, l'un des aspects les plus intéressants est que — hormis les nouveaux patrons qui se mettent à leur compte — ces nouveaux entrepreneurs tentent de mettre en œuvre d'autres relations au sein du collectif travail : refus d'un trop grand développement — lorsque le cas se présente — pour éviter une trop grande parcellisation des tâches, processus de décision collective pour ne pas reproduire les structures de pouvoir existant dans les entreprises traditionnelles, tentatives d'associer les clients à l'élaboration du produit, etc. Toutes ces préoccupations sont plus ou moins présentes.

...en harmonie avec le gouvernement...

On retrouve ici deux des éléments du discours socialiste, et plus spécifiquement rocardien : les nouvelles technologies qui doivent permettre de rompre la logique des grandes entreprises et de la crise grâce à la création de structures de travail plus souples, plus performantes mais aussi plus conviviales, et l'« expérimentation sociale » de nouvelles relations de pouvoir, de travail au sein d'unités de petites tailles, largement décentralisées et dont le relais se trouve être la collectivité locale ou la région... Il s'agit là de petites unités ayant une grande mobilité et une grande plasticité, ce qui doit leur permettre de mieux répondre à certains besoins, de mieux nourrir le tissu social et de mieux animer la vie rurale et de quartier... Ce doit être un atout pour une politique de lutte contre la désertification des campagnes... et donc pour une politique de l'emploi.

D'autre part, à l'heure de l'extension du secteur public, un développement de ces nouvelles entreprises fera contre-poids grâce à son dynamisme...

Aussi, c'est au cours de ce colloque que F. Soulage, chargé de mission au Plan, a tenu à annoncer quelques mesures ponctuelles qui aideront à la création de nouvelles entreprises : création d'un nouveau statut juridique, d'organismes de cautionnement mutuel, d'une délégation interministérielle à l'économie sociale.

Cette convergence d'une réalité encore limitée et d'une volonté politique affirmée pourra-t-elle créer les bases d'une société future, société de la communication et de l'invention.

...mais un avenir quelque peu borné

Un développement de cette nouvelle économie sociale est certes envisageable et même tout à fait possible dans les domaines où elle s'est déjà engagée, mais les limites de ces possibilités sont aussi assez évidentes (ce fut l'un des mérites du colloque de les montrer). La caractéristique commune à toutes ces entreprises est qu'elles se développent « en marge » du système capitaliste ; situation à double tranchant car si elles répondent ainsi à des besoins non satisfaits (produits informatiques pour PME, récupération de produits d'emballage divers, etc.), si elles limitent le coût social de l'entretien des handicapés (une journée d'hôpital psychiatrique ou de prison coûte plus cher que l'emploi dans des entreprises en tenant compte de leurs handicaps ; souplesse du procès de travail, faible productivité, etc.), ou les gaspillages du système ; elles ne peuvent « concurrencer » les entreprises capitalistes. Ainsi, elles ne peuvent proposer des produits banalisés car la productivité y est toujours inférieure à celle d'entreprises capitalistes, et, donc, les prix plus élevés. Il leur faut toujours être à la périphérie sur des productions peu rentables ou à « l'avant-garde » et satisfaire des besoins que les grandes entreprises, soit en raison de leur difficulté à percevoir rapidement l'existence de besoins créés par le développement du capitalisme, soit parce que le profit semble être ou est trop faible — ne satisfont pas. Mais que le produit créé ouvre un

large marché et la production en grande série reprend ses droits... Ainsi, des produits tels le chauffe-eau solaire ou le capteur solaire ont longtemps été l'œuvre de « marginaux » de l'énergie solaire, mais que la crise énergétique se développe et ces « marginaux » sont alors étouffés par les grandes entreprises, notamment pétrolières qui, soit rachètent l'entreprise marginale, soit développent des produits concurrents à des coûts inférieurs, en bénéficiant des recherches ainsi faites, soit éliminent le produit grâce à leur poids économique. La lutte entre ces PME de l'innovation et les entreprises capitalistes est alors par trop inégale pour que l'issue n'en soit connue... sauf à prendre leurs armes.

D'autre part, peut-on fonder, comme l'envisage le PS, le renouveau des campagnes ou des régions actuellement sinistrées par le chômage, sur ces PME ? On peut en douter, d'abord parce que leur impact quantitatif est faible même s'il peut être réel dans certaines campagnes, mais aussi parce que ces PME ne peuvent créer un pôle d'entraînement efficace pour l'implantation d'autres activités (cf. l'article *Des PME aux champs*, où les syndicats CGT et CFDT notent qu'en Auvergne « le tissu économique a été détruit » et que « la réalité, s'est Michelin et l'implantation des filiales des multinationales dans le bassin de l'Allier »).

Aussi, le développement de cette économie sociale, pour certain qu'il soit, car il est vrai qu'il répond — à sa façon — à de nombreuses aspirations, ne permettra pas l'émergence d'une nouvelle société, société de création et de communication où l'homme serait largement dégagé des contingences matérielles... Mais est-ce véritablement le projet de ces « nouveaux entrepreneurs » ?

Ne chercheraient-ils pas plutôt à créer au sein même du capitalisme des espaces d'autonomie où, au moins, les rapports d'exploitation dans le travail seraient moins présents... le développement de réseaux (de consommation, de gestion) faisant reculer, pour ceux qui sont engagés dans cette « aventure », les limites de cette exploitation, sans qu'ils aient pour autant, la volonté de submerger un mode de production dont ils ne s'accrochent pas moins qu'ils le jugent incontournable.

Louis FOURNEL
Pour le Socialisme - 11

1) Les actes du colloque seront publiés en janvier 1982.

Par delà le bien et le mal...

Quand André Glucksmann redéfinit la nouvelle philosophie

La « nouvelle philosophie » existe toujours, paraît-il. C'est en tout cas ce que s'acharne à prouver André Glucksmann dans sa dernière production, *Cynisme et Passion*.

Et il vrai qu'il avait pu y avoir un doute. Les prestations les plus récentes des nouveaux philosophes ne suscitaient plus les mêmes admirations pâmées que celles des débuts, et étaient des plus en plus largement reçues comme marquées du sceau de la fumisterie. Il leur fallait remonter la pente. C'est ce que tente Glucksmann, dans une démarche qui tranche quelque peu avec les essais précédents produits par cette école.

Plus question cette fois des vigoureux pamphlets dénonciateurs, qui prétendaient, à chaque détour de page, enterrer définitivement le marxisme, et réfuter d'avance toute critique en la suspectant d'allégeance au goulag. Cette fois, c'est en positif que Glucksmann prétend présenter ses positions sur l'homme et la société. Et comme il lui faut justifier du caractère philosophique, et non directement et explicitement politique, de l'entreprise, il convoque une pléiade de philosophes à l'appui ou au contre-pied des thèses en question. Le lecteur, étonné au début, fatigué rapidement, voit donc défiler devant lui des tonnes de citations de Montaigne et de son contemporain Bodin, d'Aristote et de Saint Augustin, de Sartre et de Hegel... Mais, au fait, pour dire quoi ?

La faute à Platon

Glucksmann n'expose pas une thèse unique argumentée de façon méthodique. A trop vouloir défendre l'idée (nouvelle ?) du doute systématique, l'auteur touche à beaucoup de choses, multiplie les digressions, quitte à donner à son livre la facilité de lecture d'une encyclopédie. Pourtant, en se frayant un chemin à la machete, on décèle tout de même quelques thèses sur le rapport de l'individu à la société, et singulièrement à l'Etat. D'où il ressort en substance que nos civilisations occidentales ont quelques motifs d'être sauvegardées.

Le Mal, qu'elles commencent à dépasser, c'est ce qui réside, dit Glucksmann, dans le platonisme (ou le néo-platonisme de nombre de dirigeants modernes) qui s'ingénie à sacrifier l'être humain à un Bien, et légitime aux yeux de ceux qui le posent que l'individu puisse être sacrifié sur l'autel de la collectivité. Une continuité s'établit ainsi du sacri-

fique de la mythologie grecque aux guerres de religion et aux génocides les plus récents. La notion de certitude, l'affirmation de savoir nommer le Bien et le Mal, sont la justification de tous les holocaustes, le point d'orgue de tout discours totalitaire, de tous les mots en « isme ». D'où l'on conclura, évidemment, à la nécessité du doute systématique, à la négation des certitudes

de limiter son rôle à empêcher ce qui est évidemment mal. Pour le reste, que chacun définisse ce qui lui semble juste, mais qu'il ne cherche pas à l'imposer aux autres, sous peine de se voir flétri par Glucksmann de l'accusation de vouloir, au moins symboliquement, la fin de l'espèce.

La nouveauté dont accouche cette nouvelle mouture de la

sans doute Glucksmann nous reprocherait-il déjà de vouloir systématiser la réalité au nom de mots en « isme », et donc d'être potentiellement un pourvoyeur de charniers.

Le petit drame

Loin de telles horreurs, André



André Glucksmann (avec Sartre et Raymond Aron) à l'issue d'une visite à Giscard.

tranchées, porteuses de mort.

Mais il doit tout de même bien falloir définir quelques règles de conduite, quelque manière de vivre en société. C'est ici que la civilisation occidentale semble prouver sa supériorité. Car si l'on ne peut s'accorder sur ce qu'est le Bien, du moins l'homme sera-t-il d'accord pour s'accorder sur ce qu'est le Mal, sur le minimum qu'il convient d'interdire pour que la vie sociale soit possible. font mais toujours en le percevant comme le Mal. Tout cet échafaudage pour en arriver à cette conclusion que sous peine de tomber dans l'ornière totalitaire du platonisme, il convient de réfuter les tentations normatives de l'Etat à régenter l'individu, et

nouvelle philosophie ressemble à s'y méprendre à un retour aux sources, c'est-à-dire à ses seules sources et ressources. On connaît ce discours trop ressassé sur les droits de l'homme, opposés aux « mots en isme ». Peu nouvelle également la méthode par laquelle sont assénées les affirmations péremptoires de Glucksmann. La nouvelle philosophie ignore l'argumentation : elle affirme, elle pose. Son dernier avatar n'échappe pas à la règle, et les phrases assertives sont légion. Et puisqu'il est inutile de prouver, tous les rapprochements sont possibles, au gré des appariements qu'il plaît à l'auteur, au-delà des époques, d'effectuer sans éprouver le besoin de justifier. Mais

Glucksmann a repéré des mouvements d'idées qui courent, hors de toute contingence, tout au long de l'histoire de la civilisation occidentale. C'est ainsi qu'« on peut repérer une continuité cynique à travers l'histoire de l'occident » (1) qui se caractérise notamment par l'esprit d'indépendance et le franc-parler. De Diogène à Montaigne et sans doute à Glucksmann lui-même, une même tradition de pensée s'établit ; même si certains pourraient être tentés d'objecter que tous ces penseurs n'exerçaient pas leur esprit critique sur les mêmes objets, ni dans les mêmes conditions sociales.

De la même veine, l'appréciation des forces qui prétendent

instaurer le Bien et celles qui se contentent de vouloir interdire le Mal : le congrès de Tours, relié à un autre événement. En 1900, le socialiste Lucien Herr interdit à Péguy de publier un ouvrage sur les presses d'une maison d'édition socialiste, dont ce dernier a pourtant fourni les fonds. Léon Blum soutient Lucien Herr. Vingt ans plus tard, le même Blum, au congrès de Tours, est un des principaux acteurs de la constitution de la SFIO. Quel rapport ? « *Le petit drame s'élève plus pur si l'on imagine que les rôles permutent ; Léon Blum, côté censeurs en 1900, passe côté libre conscience en 1920 fondant, au congrès de Tours, contre la majorité communiste, son nouveau parti. Au-dessus de fortuites circonstances et des incompatibilités caractérielles, une étincelle résume le désaccord dreyfusard par « l'obligation de dire la vérité ». Soljenitsyne condense, cinquante ans tard, la dissidence en l'unique précepte : « ne jamais mentir ». » (2). Péguy 1900, Blum 1920, Soljenitsyne de nos jours : le même combat, qui traverse le temps et l'espace, en compagnie de Diogène.*

Le remède est à la mesure du mal : une petite dose de cynisme (entendez par ce terme la capacité à considérer le Mal) et une grosse dose de passion, entendez par là la capacité de l'individu, armé du doute systématique, à se fixer pour lui-même les fins qu'il estime justes, sans autre justification de fondement que lui-même. Où l'existentialisme fait une résurgence inattendue. A force de tempêter contre les certitudes en « isme », on concevra qu'il n'y ait guère la place pour une approche scientifique, ou même tendant à la scientificité, des faits sociaux. Et le nouveau philosophe se trouve réduit à des rapprochements hasardeux, transcendant l'espace et le temps, sans exigence de rigueur — la rigueur ne serait-elle pas embryon de dictature ? Pour un ouvrage qui tendait à fonder en positif, et non seulement en dénonciation, la nouvelle philosophie, il y a de quoi rester pantois devant le creux caché derrière l'extraordinaire boursoufflement des mots. Signe d'une faillite, qui semble se confirmer par l'écho qu'a reçu cet ouvrage, fort amoindri au regard des publications antérieures des nouveaux philosophes.

François NOLET

André Glucksmann, *Cynisme et Passion*, 380 pages, environ 80 F Grasset éditeur.

1) P. 127

2) P. 108-109

Recours aux ordonnances : l'heure des choix ?



Les ordonnances : la gauche utilise une procédure qu'elle condamnait dans l'opposition, (ici, une manifestation contre les ordonnances gaullistes de 1967).

RÉPONDRE à l'impatience légitime des Français et à l'urgence de la situation ». C'est ainsi que Pierre Mauroy expliquait la décision de recourir aux ordonnances, à la sortie du Conseil des Ministres du 18 novembre. Dans la foulée, plusieurs députés PS disaient à peu près la même chose. Ainsi François Loncle, député de l'Eure : « Dépêchez-vous, dit l'opinion. Voilà une manière d'offrir des mesures sociales réelles pour aborder la nouvelle année ». Au moment où l'on vient de passer le cap officiel des deux millions de chômeurs, au moment où le patronat relève la tête avec arrogance, où les petits patrons annoncent ostensiblement qu'ils bloqueront l'embauche pendant un an, on peut effectivement parler d'urgence de la situation.

On peut aussi trouver « légitime » l'impatience des Français, qui n'ont pas, au bout de six mois de gouvernement PS, l'impression que leur situation ait beaucoup changé. On peut prendre la plupart des dossiers brûlants. Celui du temps de travail, par exemple. Qu'ont donné les

négociations par branches professionnelles, sinon quelques accords boiteux, comme dans les secteurs du sucre ou du verre ? Pour l'essentiel, les responsables patronaux se cramponnent à l'accord du 17 juillet, et la diminution effective du temps de travail ne progressé pas. Pas d'avancée non plus sur les problèmes de la retraite, ou sur les initiatives en matière d'emploi, qui se heurtent à un blocus patronal évident. Et si l'on examine la question des rapports dans l'entreprise, il apparaît bien souvent que la situation se dégrade, que la hiérarchie en prend à son aise. Bref, sur le chapitre des droits nouveaux pour les travailleurs, pas de progrès non plus.

C'est pourtant bien tout cela qu'espéraient les travailleurs, avec l'arrivée du PS au gouvernement. En sachant que la droite était toujours là, que l'héritage n'était pas brillant. Mais tout de même. Qu'on avance un peu ! Que les réformes ne s'enlisent pas dans des débats où le PS reste sur la défensive, comme ce fut le cas pour les nationalisations. Que les

concessions estimées nécessaires par le gouvernement vis-à-vis du petit patronat n'en viennent pas à paralyser toute évolution positive. En un mot, que le gouvernement, qui affirme vouloir lutter pour l'emploi, pour la diminution du temps de travail et pour la mise en œuvre d'autres revendications populaires, trouve les moyens pour faire reculer les obstacles.

Alors, si les ordonnances répondent à ce souci, à une certaine volonté de prendre en compte les revendications populaires, les aspirations de ceux qui ont porté le PS à la tête de l'Etat, pourquoi pas ? Si cela débouche effectivement sur des changements tangibles ? Pour le gouvernement, laisser couler le temps, c'est à la fois donner des armes à la droite et au patronat, et se couper de ses électeurs, des couches sociales qui l'ont porté au pouvoir. C'est le meilleur moyen de mettre en danger sa crédibilité, et à terme, son existence. L'état de grâce n'est pas éternel, arrive un moment où il faut faire des choix.

Monique CHÉLAN



Messieurs, désarmez les premiers ! Après vous, je n'en ferai rien.

L'ESCALADE des forces militaires en Europe a comme symétrique une escalade simultanée des déclarations d'intention pacifiques des chefs de file des deux superpuissances. Sans risque quant à son application concrète, Reagan a pu, se posant paradoxalement en colombe, prendre une initiative de désarmement verbal en promettant, juste avant la venue de Brejnev en RFA, la renonciation à l'installation des fusées Pershing, en échange du démantèlement des SS 20 soviétiques, déjà en place, et susceptibles d'atteindre le territoire de l'Europe occidentale. L'« option zéro » ainsi définie, avec d'autant plus de facilité que l'on savait, du côté américain, ne pas avoir à lui donner suite, il devenait nécessaire, pour Leonid Brejnev en visite en RFA, de donner lui aussi des gages de bonne volonté.

Ce qui fut fait par le biais de la proposition du n° 1 du Kremlin de retirer quelques-uns des missiles SS 20 au-delà de l'Oural, en échange du gel du volume et de la modernisation du potentiel nucléaire de l'OTAN. Les deux propositions qui se répondent, ne sont en fait qu'une arme supplémentaire des uns et des autres dans leur lutte pour se disputer l'Europe.

Du côté de la Maison Blanche, il s'agissait de couper l'herbe sous le pied aux mouvements pacifistes qui se développent actuellement en Europe, en se fixant comme cible principale la politique militaire américaine. Cette proposition tonitruante, destinée à l'opinion publique des pays occidentaux, était d'autant plus gratuite que Reagan savait d'avance que la doctrine soviétique en la matière consiste à nier le déséquilibre des forces en Europe, pour proposer au mieux un gel de la situation actuelle, qui lui donne une supériorité militaire, moyen de pressions

politiques, l'argumentation soviétique pour affirmer l'état de déséquilibre des forces consistant à établir un parallèle plus que douteux entre les SS 20, qui peuvent atteindre n'importe quel point de l'Europe occidentale et les avions porte-missiles occidentaux. Cette position soviétique connue rendait donc caduque dès l'origine la proposition américaine, sorte de promesse sans frais.

Mais pour faire bonne mesure face à l'initiative américaine, il fallait bien que Brejnev annonce quelque chose d'analogue de son côté. La mesure proposée mérite quelques commentaires. Du côté soviétique, on propose de retirer une partie — et seulement une partie — des fusées SS 20 stationnées dans la partie européenne de l'URSS. Ces fusées ne seraient pas détruites, mais seulement placées ailleurs, à l'Est de l'Oural. Donc une partie des fusées SS 20 resteraient en place, ce qui est l'essentiel, en l'absence d'armes équivalentes en place du côté occidental. Et les fusées éventuellement déplacées à l'Est de l'Oural pourraient, en cas de besoin, être rapidement réacheminées plus à l'Ouest, puisque ces missiles sont mobiles. En face de ces concessions qui n'en sont pas, le camp occidental devrait, pour sa part, renoncer non seulement à l'installation des Pershing, mais également à la modernisation de l'arsenal existant, et ce pendant toute la durée des négociations SALT qui vont s'ouvrir, soit pendant une période d'au moins deux ans.

Autant dire que la proposition de Brejnev ne consiste qu'à pérenniser le déséquilibre existant dans le rapport des forces militaires en Europe. Mais dans l'affrontement qui se noue autour de l'armement en Europe, les paroles, même vides, sont autant d'armes politiques.

F.N.

« Votre enfant m'intéresse »

Un film de Jean-Michel Carré

Repenser l'éducation

Jean-Michel Carré,
dans le film
« Votre enfant m'intéresse »,
analyse l'évolution de l'éducation
sur quatre siècles, et s'interroge
sur son avenir...
Il nous livre ici des éléments
de sa réflexion.

Jean-Michel Carré et le Collectif Grain de Sable présentent au cinéma le Saint-Séverin et dans quelques villes de province, leur dernier film* sur l'enfant et l'école. Ceux qui s'intéressent à l'éducation des enfants, mais aussi à la transformation des idées, des pratiques et des relations sociales seront certainement intéressés par ce film. Non pas qu'on y trouve toutes les solutions, ce n'est pas l'objet du film, mais il propose d'abord une réflexion historique et bien illustrée sur la manière dont l'école a depuis deux siècles formé les nouvelles générations de travailleurs, et dans quel but. Ensuite, c'est une invitation d'actualité à transformer l'école. J.M. Carré met en cause le rejet par l'école des enfants issus des couches défavorisées, mais aussi l'individualisme et la compétition entre les hommes secrétés par notre société. Il participe depuis 6 ans à l'animation d'une école de quartier : Vitruve dans le 20^e arrondissement à Paris. C'est à partir de la réflexion et de la pratique collective des enseignants de Vitruve, d'historiens, et de ceux qui ont quelque chose à dire sur l'école (parents, membres d'associations, de syndicats) que J.M. Carré suggère de confier en partie à l'école la promotion de nouvelles valeurs qui rendent chacun plus apte à se diriger et à s'inscrire dans une vie collective conflictuelle.

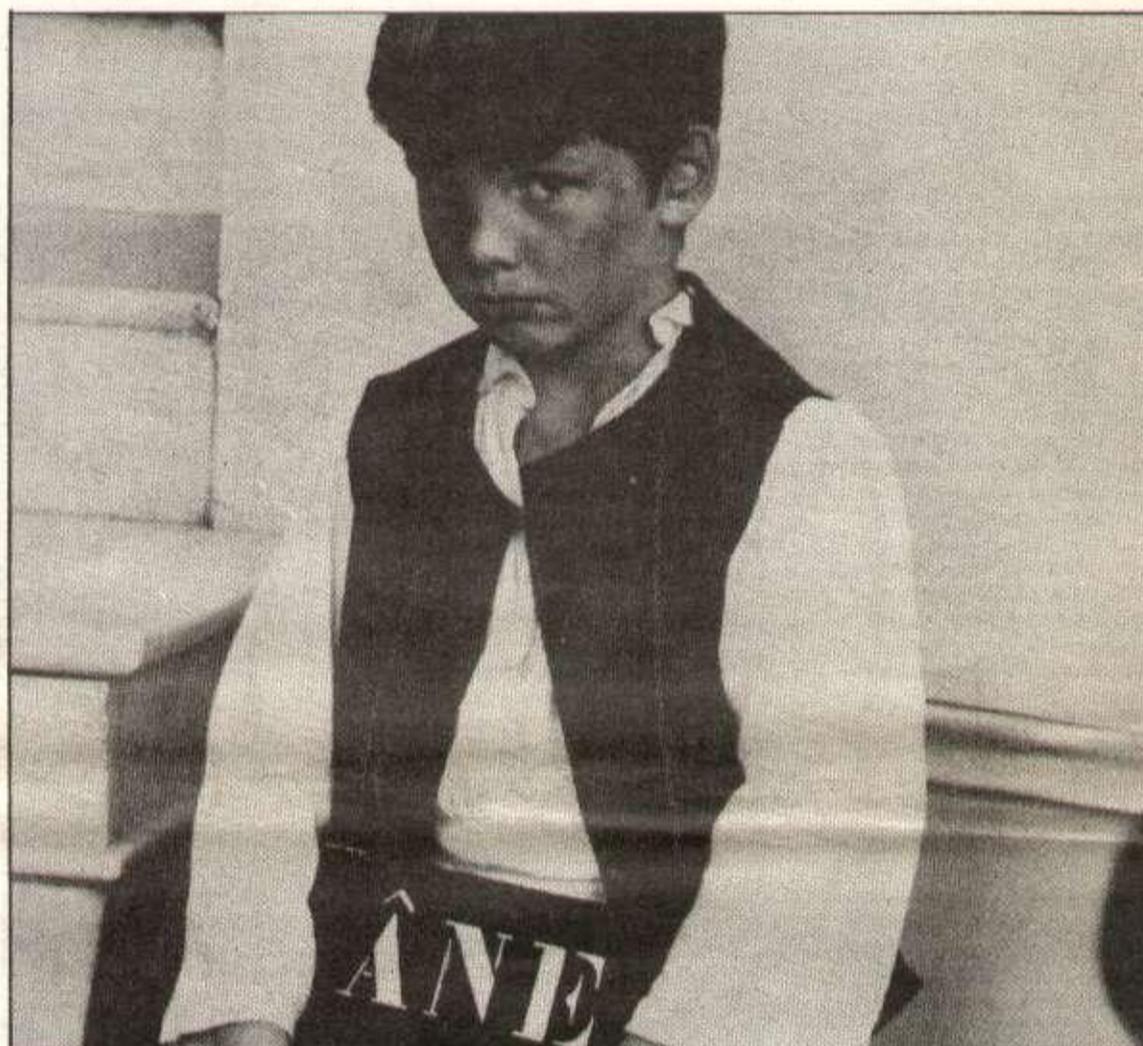
* On peut se procurer les trois films : *L'enfant prisonnier*, *Alertez les bébés*, *Votre enfant m'intéresse* au Collectif Grain de Sable (Tél. 344 16 72), 206 rue de Charenton 75012 Paris.

Jean-Michel Carré, avec « Votre enfant m'intéresse », tu viens de terminer un film historique sur l'avenir de l'éducation. Pourquoi historique ?

J'ai fait deux films sur l'école et l'enfance (*L'Enfant prisonnier* et *Alertez les bébés*) et nous avons remarqué dans les débats qui suivaient les projections de ces deux films, que les gens pensaient que le logement, l'école, la famille, le statut de l'enfant avaient toujours été les mêmes depuis des siècles, comme s'ils étaient naturels. Ils pensaient aussi que l'école ne pouvait pas être changée, qu'elle était un appareil trop lourd.

Alors, en nous replongeant dans l'histoire, nous avons voulu montrer qu'elle ne s'est pas faite toute seule, mais qu'elle est le résultat de rapports de classes, de luttes, qui ont opposé différents mouvements et courants d'opinion. Et cela veut dire qu'aujourd'hui aussi nous pouvons intervenir sur le cours de l'histoire, et sur des institutions comme l'école. C'est une première raison à ce recours à l'histoire.

Ensuite, sans chercher la solution, nous indiquons ce qui pourrait changer, à travers l'exemple de l'école de Vitruve, (dans le 20^e arrondissement à Paris) qui remet en cause certaines pratiques de l'enseignement actuel. Si dans cette école il y a une ouverture aux associations, aux syndicats, c'est que les enseignants en ont ressenti le besoin. Et on retrouve dans l'histoire certaines correspondances à ce besoin, que ce soit chez Marx, ou dans des débats du mouvement ouvrier à la fin du XIX^e siècle. Ils se prononçaient pour un « enseignement intégral » (apprentissage de la lecture, écriture en relation avec un travail productif sans exploita-



tion). Ils se prononçaient pour que la population ait un pouvoir sur l'école, pour que l'école ne représente pas un pouvoir d'Etat seulement, ni le pouvoir de la religion mais soit prise en charge directement par la population. Ceci a toujours été occulté, même par les partis de gauche.

Enfin la troisième raison : quel qu'un (ouvrier à PUK), nous a dit récemment : « C'est la première fois que je vois un film qui parle de notre histoire ». C'est ce que nous avons recherché. A cet ouvrier, l'école a présenté l'histoire vue depuis les préoccupations de la classe dominante : le problème des guerres, les problèmes des rois, mais pas l'histoire du peuple, sinon pour dire que les dominants essayaient de s'occuper de tant de misère. Mais on ne montre pas, à l'école, que tout le XIX^e siècle est une suite de révoltes qui ont permis au peuple de gagner petit à petit une indépendance des droits.

D'où l'intérêt de mettre en scène le mode de vie et d'expression du peu-

ple, à une époque où n'existaient pas les syndicats. Et vous avez fait tout un travail de reconstitution très documenté et que j'ai apprécié parce qu'il est en effet instructif. Mais ceci ne semble pas rapporté à l'ensemble de la situation sociale et politique de chaque époque évoquée. On a l'impression par exemple que c'est la bourgeoisie à elle seule qui a entièrement façonné l'histoire de la famille avec une politique de logement, de lutte contre l'abandon des enfants, pour l'allaitement maternel, comme s'il n'y avait pas eu d'évolution positive ?

Pourtant on a essayé d'éviter cet écueil. Ce qui peut donner cette impression de monolithisme, c'est qu'il y a un va-et-vient entre les scènes, à propos du travail des enfants par exemple.

On montre des réunions d'industriels, puis on présente le peuple, puis à nouveau des hommes d'Etat. Mais les discussions, les contradictions qui apparaissent dans ces réunions représentent 50 ans de débats. Il y avait différentes tendances à propos du travail des enfants : les gros industriels voulaient profiter immédiatement de cette main-d'œuvre, d'autres se sont opposés à l'exploitation forcée des enfants parce qu'elle produisait un dépérissement de la classe laborieuse. Mais à la fin de la réunion nous présentons la décision finale prise au niveau de l'Etat.

Dans une scène, on a montré le rôle des médecins qui ont fait pression pour développer l'allaitement maternel dans les familles bourgeoises. L'Etat l'a ensuite encouragé par des primes. Ce qu'on juge aujourd'hui comme une mesure progressiste pour l'époque du début du XIX^e parce qu'il y avait un problème d'hygiène et un très fort taux de mortalité. Mais cela s'est produit dans un cadre d'ensemble où,

chaque « confort » apporté au peuple, entraînait pour lui un peu plus de perte de son pouvoir social. Le resserrement exclusif des liens mère-enfant a contribué à restreindre la famille et à l'isoler, l'a repliée sur l'enfant.

Autre exemple : celui des sociétés philanthropiques. C'est avec elles qu'apparaissent les premières assistantes sociales : on donne du secours mais en contrepartie il faut se marier et on n'embauche pas les célibataires, il faut envoyer les enfants à l'école, avoir un travail régulier et finalement entrer dans une norme.

A ton avis, l'école a surtout joué un rôle normatif au XIX^e siècle ?

Les gens qui voient le film, d'abord découvrent l'existence de l'école mutuelle qui a prévalu dans l'enseignement de 1830 à 1850. Cette école mutuelle existait déjà en Angleterre, et Napoléon l'a développée en France pour former son armée en constatant que 80 % des conscrits parisiens ouvriers savaient lire et écrire. Le principe de cette école est que celui qui sait enseigne aux autres.

En deux ans les enfants apprenaient à lire, écrire et compter ce qu'on ne fait plus aujourd'hui. Et ceci avec un minimum de matériel pédagogique, quelquefois provenant de l'école religieuse. Il y avait un seul professeur qui servait seulement à faire alterner les matières étudiées, il pouvait avoir 500 élèves sous son contrôle.

Ensuite, il faut savoir que cet enseignement a été jugé dangereux par l'Etat parce qu'en deux ans il ne parvenait pas à donner assez de discipline et de « moralité » au futur travailleur. Et l'allongement de la scolarité, qu'on considère aujourd'hui comme une mesure sociale, a été décidé dans les années 1850 non pas pour donner le temps d'apprendre plus de choses mais pour « moraliser » les enfants pendant 6 ou 7 ans et ne plus les retrouver aux premiers rangs des émeutes.

Est-ce que l'enseignement mutuel est une méthode plus efficace que la pédagogie d'aujourd'hui ?

Plus efficace en ce sens qu'il y a une motivation des enfants pour apprendre, qu'ils ne sont pas seulement là pour recevoir un enseignement. Dès qu'on peut s'en servir pour le montrer aux autres, on sent l'utilité du savoir. On apprend mieux parce qu'on s'aperçoit de ses lacunes et qu'il faut les combler.

Qu'en ont retenu les enseignants de Vitruve, qu'ils réutilisent dans leur école ?

Pour la lecture et l'écriture il y a une partie d'enseignement

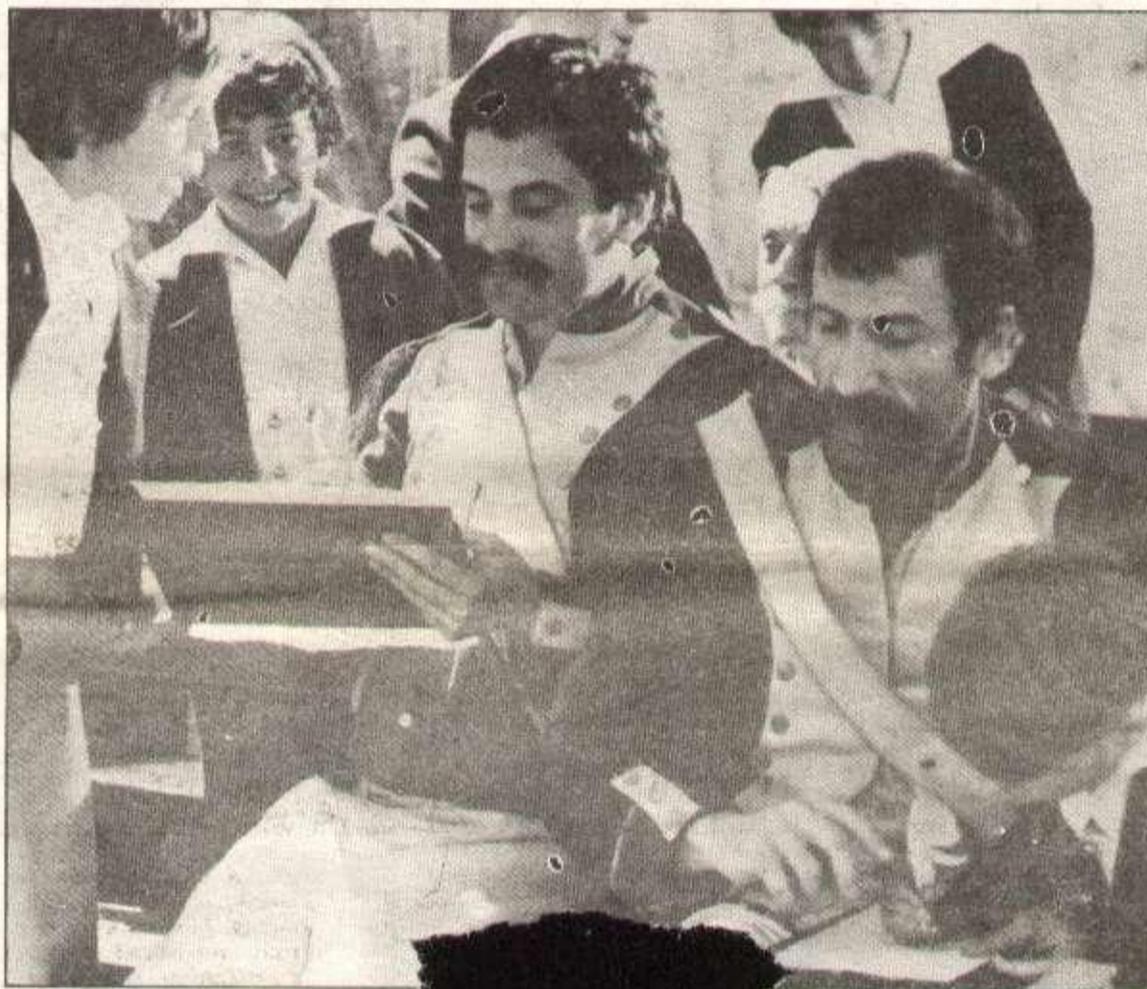
mutuel entre les enfants. De manière générale tout est fait pour que ceux qui savent, échangent. Cela ne joue pas seulement pour la lecture et l'écriture. Pour réaliser un projet collectif comme celui du restaurant de quartier le samedi midi, il faut concevoir le projet, le présenter, le discuter, faire un devis faire des achats et il y a là une débrouillardise, une intelligence du rapport social que peuvent avoir plus facilement certains enfants des couches défavorisées parce qu'ils doivent s'occuper de nombreuses choses chez eux. Et ainsi les enfants s'aperçoivent qu'ils ont besoin les uns des autres. Par exemple lorsqu'ils ont voulu faire des jouets en tissu pour une ludothèque, ils se sont aperçus qu'une Portugaise, jusque là un peu en difficulté et à l'écart parce qu'elle

rôle à Vitruve, qu'on ne voit pas tellement dans le film parce qu'on a voulu « choquer » un peu les enseignants, montrer surtout la différence, un statut de l'enfant différent à l'école, une classe transformée en restaurant. Mais Vitruve ce n'est pas la non-directivité. Le rôle des instituteurs est de permettre que tout le monde intervienne et soit gratifié. Il y a chaque jour des réunions, et régulièrement des séances de systématisation pour faire le point sur ce que savent les enfants, et éventuellement décider d'une semaine renforcée en lecture ou en écriture.

Ces réunions sont aussi l'occasion de faire s'exprimer et résoudre les conflits. Il y en a qui éclatent au niveau des différences de cultures, de sexe, de classes sociales : il faut discuter la répartition des tâches, entre

qu'un enfant qui joue à la dinette fait semblant de faire la cuisine. Ce que Marx appelle « apprendre dans l'oisiveté et la niaiserie ». Alors qu'à Vitruve, quand on fait la cuisine, cela sert à manger, à tenir un restaurant pour les gens du quartier et donc — aussi — à établir des relations sociales avec des travailleurs du quartier, avec des vieux — ce qui nous manque aujourd'hui, ou avec d'autres enfants qui viennent au restaurant.

On voit bien du point de vue de l'insertion sociale, et de la transformation des idées, que l'exemple du restaurant est déjà enrichissant, mais est-ce le meilleur exemple ? Cela reste une production « ména-



ne parlait pas le français, savait très bien coudre et que grâce à elle les jouets étaient très beaux et très appréciés par le comité d'entreprise. Ils ont changé leur rapport avec cette fillette et se sont mis à vouloir lui apprendre le français — parce qu'elle en avait besoin. Ils ont envie de participer d'autant plus que ce qu'ils font est utile. Ils sont rendus responsables et ils apprennent en faisant.

Mais dans le film, on ne voit jamais intervenir les enseignants. On pourrait penser que ce sont les plus dégoûtés qui vont le mieux réussir dans cette école ? Comment un enfant prend-il mieux sa place ici que dans l'école ordinaire ?

Les enseignants ont un grand

gère ». Quel autre type de production fait-on à Vitruve ?

Dans le film, on voit des enfants actionner des machines à laver le linge qui sont démesurément grandes par rapport à leur taille. On peut rechercher une meilleure insertion sociale de l'enfant par un « travail productif » mais on ne peut pas l'imaginer dans le cadre actuel où le travail entraîne la plupart du temps l'exploitation ? A ton avis, quel type de travail peuvent faire des enfants, avec un intérêt pédagogique ?

Le problème aujourd'hui, c'est

Des jouets en bois pour des ludothèques, c'est-à-dire utiles à d'autres enfants et à un comité d'entreprise. Ces jouets sont vendus. Il faut faire un devis, être compétitif, savoir ce qu'ils coûtent et combien les vendre. Les enfants doivent réfléchir au problème de la rémunération de leur force de travail, pour ne pas faire une concurrence inégale à l'artisan.

Donc, ce projet ouvre des horizons à l'enfant : il peut mieux comprendre la situation de ses parents, ce que c'est que l'argent, un salaire. C'est intéressant de le comprendre très tôt. Mais on aurait pu montrer les fêtes, le théâtre ou le cirque. Pendant une « classe verte » le cirque est parti en tournée,

s'arrêtaient chaque jour dans un village et vivaient des recettes.

Mais il ne faut pas rêver et Vitruve ne permet pas de réduire les écarts qu'il y a entre les enfants à leur arrivée à l'école, ni ne les accentue. D'ailleurs, ce n'est pas d'écart qu'il faut parler mais de démarches différentes pour apprendre, démarches qui sont liées à l'origine socio-culturelle. Les enfants immigrés sont reconnus dans leur culture, ce qui les rend plus forts pour aborder les différentes techniques d'apprentissage et se confronter à la culture française.

De toute façon, on ne peut pas tout résoudre par l'école, c'est un axe de lutte, à relier aux autres de manière qu'il y ait plus d'intervention de travailleurs dans l'école, il faut ouvrir l'école.

Tu montres qu'autrefois les enfants étaient toujours au contact des adultes, quel type de relation avec les adultes devrait-il avoir aujourd'hui ?

A ce propos aussi, on ne peut pas être nostalgique du passé. Il est certain que les enfants qui côtoyaient les adultes dans les cabarets y apprenaient aussi l'alcoolisme et c'était néfaste. Mais il y a dans le passé des éléments qui sont intéressants pour réfléchir au statut de l'enfant. Ils pouvaient intervenir en tant que groupe social, ils avaient la parole, ils étaient capables de se défendre, d'agir. Mais en même temps, ils subissaient l'exploitation et la misère. Voilà pourquoi on ne peut pas faire simplement un parallèle avec maintenant.

Aujourd'hui, les enfants ont d'une certaine manière une vie privilégiée mais ce n'est pas une raison pour aller dans un mauvais sens, celui de ne pas respecter l'autonomie de l'enfant, celui de l'infantiliser, d'en faire un minus.

Les enfants de Vitruve nous le disent : dans le métro, dans les commerces ils sont traités comme des minus.

Redonner des responsabilités aux enfants, par la réalisation d'un projet, ne pas les enfermer dans les murs d'une école, montrer que ce qui se passe à l'extérieur est intéressant et les concerne, et l'enfant se sent mieux à l'école, apprend plus de choses.

Ils seront des adultes différents de ceux qui viennent de l'école traditionnelle. Ce seront des gens qui ont l'habitude de faire des choses ensemble, de se parler, de s'écouter. Alors que tout est fait aujourd'hui pour individualiser. Alors que les problèmes de racisme, de sexisme, d'opposition de classe existent dans la société, et les adultes ne savent pas leur en parler. Pourtant, il faut déjà qu'ils y réfléchissent.

Odile VERSET

Pour le Socialisme - 15

Vers une mobilisation contre le travail à temps partiel

14-15 novembre
Assises nationales
sur le travail des femmes
et les femmes dans le travail

Un premier bilan qui montre l'ampleur du chemin qui reste à parcourir pour la libération de la femme ! La pâle prestation de la déléguée du PS, qui demandait du temps, de la patience, fut là pour en attester.

Autant dire que pour le Mouvement, il n'est pas superflu de réaffirmer aujourd'hui le mot d'ordre « Pas de libération des femmes sans socialisme, pas de socialisme sans libération des femmes », et de poursuivre la mobilisation sur des axes de lutte porteurs des aspirations des femmes : lutte pour l'acquisition de droits, contre l'inégalité, pour l'autonomie financière, contre l'aménagement discriminatoire du temps de travail.

LES 14 et 15 novembre se sont déroulées à Paris les Assises Nationales sur le travail des femmes et les femmes au travail, organisées par les groupes femmes de quartier et d'entreprises. Ces assises ont, de l'avis des organisatrices, été un grand succès, puisque 700 entrées ont été dénombrées. Un tiers des participantes venaient de province (Besançon, Grenoble, Lyon, Strasbourg, Nantes, Pau, Rouen), ce qui souligne bien l'intérêt qu'elles portent à ce type de regroupement. Elles souhaitaient une structuration permettant des confrontations, des initiatives régulières.

De nombreuses militantes syndicales étaient présentes : Chèques postaux, Assurances, Collectivités locales, Correctrices du livre, Sécurité sociale, appartenant à la CFDT et à la CGT, ou au SGEN, à la FEN pour les enseignantes.

Participant pour beaucoup d'entre elles aux commissions femmes ou travailleuses qui existent dans les différents syndicats, elles posaient cependant la nécessité de l'existence d'un mouvement dans lequel pourraient être approfondies les revendications des femmes.

Rappelant le suicide deorgette Vacher, responsable secteur féminin à l'UD C Rhône, des militantes CGT signaient l'apport positif pourrait constituer un mouvement de femmes prenant en charge les préoccupations des travailleuses, dans un contexte



de lutte parfois très difficile à l'intérieur de certaines structures syndicales. Des délégations étrangères ont témoigné de l'oppression particulière des femmes en Argentine (les Folles de la place de Mai), en Espagne, en Pologne, en Italie ;

CES ASSISES

Le rapport introductif rappelle que, initialement, le mouvement des femmes était essentiellement intervenu sur l'aspect idéologique de l'oppression des femmes (avortement, viol, prostitution) ; mais en 1977, lors des Assises Internationales de Vincennes avait été soulignée l'aggravation des conditions de travail liées à la crise. Et décembre 1980 avait connu des mobilisations contre le travail à temps partiel, au moment du vote d'un certain nombre de lois.

L'arrivée du PS au pouvoir, à laquelle a contribué le mouvement des femmes en appelant à battre Giscard, avait permis quelques espoirs quant à l'amélioration de la condition des femmes. Mitterrand et le PS n'avaient-ils

pas pris des engagements précis particulièrement au colloque de « Choisir » ? Aujourd'hui, il est temps de faire un premier bilan, et c'est ce qu'ont examiné les Assises.

Qu'en est-il du remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale, de la suppression de la semaine de réflexion, de la possibilité de l'IVG pour les mineures et les immigrées ?

En ce qui concerne le temps de travail, Mitterrand avait dénoncé le temps partiel comme facteur de rivalité ; or les mesures Mauroy ne sont-elles pas une incitation au temps partiel, avec les 100 000 emplois à temps partiel à créer en 1982, dont 20 000 dans la fonction publique ?

Le samedi après-midi un travail en commission est animé sur les thèmes suivants : temps de travail, travail domestique, équipements collectifs, restructuration, formation, femmes immigrées, santé et travail, maternité et sexualité. La commission temps de travail s'est penchée particulièrement sur le travail à temps partiel qui touche 10 % de la population féminine active, et essentiellement dans les travaux sous-qualifiés. Cette question a d'ailleurs été mise au centre des mobilisations en cours. Dans le même temps,

d'autres commissions ont examiné le rapport actuel à la santé, au savoir, et l'oppression spécifique que les femmes y rencontrent.

Ainsi, dans la commission maternité et sexualité sont venues témoigner de leur lutte les sages-femmes de Saint-Denis. Pour protester contre la médicalisation de l'accouchement, elles ont produit un mémoire analysant l'évolution des pratiques d'accouchement depuis le 17^e siècle, la manière dont peu à peu les sages-femmes ont été déposées de leur savoir et les femmes de leur corps. Ce mémoire a été remis à l'actuel ministre de la Santé. Tout ce travail, riche et varié des commissions, a été mis en commun, et a débouché au cours de l'Assemblée générale sur des mobilisations immédiates : mobilisation contre le temps partiel lors du vote de la loi, mobilisation pour les droits des femmes immigrées afin que le droit au séjour et au travail ne soit pas dépendant des droits de leur mari.

A été proposée également la tenue d'Assises mixtes (pour avril 1982) avec les syndicats et les associations sur le thème du travail féminin.

Christiane DUMAS

Contre le travail à temps partiel

Accepté, demandé même bien souvent par un grand nombre de femmes qui n'arrivent pas à concilier travail dans l'entreprise et travail à la maison, le travail à temps partiel a été analysé pour ce qu'il est au fond : un facteur de renforcement de la dépendance financière des femmes, une fausse solution pour ce qui est du travail domestique, qui permet tout juste de souffler un peu... Sur le lieu de travail, il accentue les divisions, réduit les possibilités de formation. Il ne permet même pas toujours de garder le droit à la crèche pour les enfants, et apporte ainsi un supplément de travail et de problèmes au dehors. Envisagé souvent comme un moyen de mieux passer la période où les enfants sont en bas âge, il offre actuellement peu de garanties sur la possibilité de reprendre à temps plein immédiatement.

Constatant tous ces aspects profondément négatifs, les Assises ont mis l'accent sur la nécessité d'obtenir par contre une réduction massive du temps de travail (les 35 heures) et la suppression de la négociation individuelle du contrat de travail à temps réduit.